
MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales

32 avenue de la Sibelle - 75 685 Paris Cedex 14

AFF : AVB- 2023-17

**REHABILITATION PARTIELLE DES LOCAUX DE LA CAISSE
NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES A RDC POUR
CREATION DE BUREAUX**

22, RUE NODOT - 21 000 DIJON

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

PHASE PRO/ DCE – FEVRIER 2026

Procédure n°03_26

Lot 1 – DEMOLITION – GROS ŒUVRE - MACONNERIE

ARCHITECTE-MAITRE D'OEUVRE :
ARCHITECTURES VINCENT BILLARD

49 Rue de Longvic – 21 000 DIJON

SARL inscrite à l'Ordre des Architectes sous le numéro national S16296



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1 GENERALITES	5
1.1.1 OBJET DU PRESENT LOT	5
1.1.2 LOCALISATION DES OUVRAGES	5
1.1.3 RECONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.1.4 CONDITIONS PARTICULIERES RELATIVES AU PRESENT LOT	6
1.1.5 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE	6
1.1.6 SECURITE SUR LE CHANTIER	7
1.1.7 DEFINITION DES OUVRAGES	7
1.1.8 RESPONSABILITE GENERALE	8
1.1.9 LIMITE DE PRESTATIONS	8
1.1.9.1 LES PRESTATIONS DE L'ENTREPRISE COMPRENNENT :	8
1.1.9.2 NON COMPRIS DANS LE PRESENT LOT	9
1.1.10 PLANS ET ETUDE D'EXECUTION	9
1.1.10.1 VÉRIFICATIONS DES PLANS	9
1.1.10.2 HONORAIRES ETUDES BA	9
1.1.10.3 COTES	9
1.1.10.4 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	9
1.1.11 SPECIFICATIONS GENERALES	9
1.1.11.1 PRISE DE CONNAISSANCE DES LIEUX	10
1.1.11.2 CONDITIONS D'ACCES ET D'INTERVENTION	10
1.1.11.3 SUJETIONS D'EXECUTION	10
1.1.11.4 PROTECTION PENDANT LA DUREE DES TRAVAUX	11
1.1.11.5 RESPONSABILITE POUR VOLS ET DEGRADATIONS	11
1.1.11.6 COORDINATION DES TRAVAUX	11
1.1.12 DOCUMENTS TECHNIQUES	11
1.1.13 CONSTAT D'HUISSIER	12
1.1.14 CONDITIONS D'EXECUTION DES OUVRAGES	12
1.1.15 AMENAGEMENTS DE CHANTIER selon PGCSPS	12
1.1.15.1 CLOTURE DE CHANTIER	12
1.1.15.2 INSTALLATION DU CHANTIER	12
1.1.15.3 FRAIS DIVERS	14
1.1.15.4 MOYENS DE LEVAGES ET D'ACCES	15
1.1.15.5 FONCTIONNEMENT DU CHANTIER	15
1.1.16 CIRCULATION DES VEHICULES	17
1.1.16.1 DISPOSITIONS DE POLICE	17
1.1.16.2 MAINTIEN EN BON ETAT DE LA VOIRIE	17
1.1.17 ECOULEMENT DES EAUX DE SURFACE - MAINTIEN DE L'ASSAINISSEMENT	17
1.1.18 EPUISEMENT DES EAUX	17
1.1.19 PROTECTION DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT	18
1.1.20 DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ	18
1.1.21 PAROIS ET FONDS DE FOUILLE	18
1.1.22 ÉTAIEMENTS ET BLINDAGES	19
1.1.23 DÉMOLITIONS D'OUVRAGES RENCONTRÉS DANS LES FOUILLES	19
1.1.24 SURCHARGES À PROXIMITÉ DES FOUILLES	19
1.1.25 ÉVACUATION DES EAUX	19
1.1.26 CHARGES D'EXPLOITATION, PROPRES, CLIMATIQUES ET SISMiques	19
1.1.27 IMPLANTATION	19
1.1.28 TRAITS DE NIVEAU	19
1.1.29 TOLÉRANCES	19
1.1.29.1 GÉNÉRALITÉS	19
1.1.29.2 TOLÉRANCE D'IMPLANTATION DU TRAMAGE	20
1.1.29.3 TOLÉRANCE SUR LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURE	20
1.1.29.4 TOLÉRANCE SUR LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURE	20
1.1.30 DÉFORMATIONS	21



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à Rdc
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
1.1.31	BÉTONS DE GRANULATS	21
1.1.31.1	BETONS	21
1.1.31.2	GRANULATS	22
1.1.31.3	LIANTS	22
1.1.31.4	ADJUVANTS	22
1.1.31.5	EAU DE GACHAGE	23
1.1.31.6	CIMENT	23
1.1.31.7	FABRICATION ET TRANSPORT	23
1.1.31.8	MISE EN OEUVRE	23
1.1.31.9	COFFRAGES DES BÉTONS	23
1.1.32	PAREMENTS DES BÉTONS	25
1.1.32.1	PRISE EN COMPTE DES REVÊTEMENTS ULTÉRIEURS	25
1.1.32.2	PAREMENT DE QUALITÉ ORDINAIRE	25
1.1.32.3	PAREMENT DE QUALITÉ COURANTE	25
1.1.32.4	PAREMENT DE QUALITÉ SOIGNÉE	25
1.1.32.5	PAREMENT DE QUALITÉ TRES SOIGNÉE RESTANT APPARENT	26
1.1.33	SURFACES DES DALLES ET FORMES EN BÉTON	26
1.1.33.1	SURFACE BRUTE	26
1.1.33.2	SURFACE SOIGNÉE	26
1.1.33.3	SURFACE TRÈS SOIGNÉE	27
1.1.34	ÉTUDE ET CONTRÔLE DES BÉTONS	27
1.1.34.1	CONTRÔLE DES BÉTONS	27
1.1.34.2	FRÉQUENCE DES PRÉLÈVEMENTS	27
1.1.34.3	ÉSSAIS D'ÉLÉMENTS COUPE-FEU	28
1.1.35	MORTIERS	28
1.1.35.1	SABLES POUR MORTIERS	28
1.1.35.2	EAU	28
1.1.35.3	TABLEAU DES MORTIERS	28
1.1.36	MAÇONNERIE D'ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS	28
1.1.36.1	MISE EN OEUVRE DES BLOCS DE BÉTON	28
1.1.36.2	PROTECTION CONTRE LA REMONTÉE DES EAUX	29
1.1.37	ESSAIS	29
1.1.38	PROTOTYPES - ÉCHANTILLONS	29
1.1.39	COORDINATION DES TRAVAUX	30
1.1.40	PRESTATIONS GÉNÉRALES	30
1.1.41	PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES D'EXECUTION	31
1.1.41.1	INSTALLATIONS SPECIFIQUES DU PRESENT LOT	31
1.1.41.2	EXECUTION DES TRAVAUX	31
1.1.41.3	OUVRAGES EXISTANTS	31
1.1.41.4	EMISSION DANS L'AIR INTERIEUR	31
1.1.42	PROPOSITION DE PRIX	32
1.2	TRAVAUX PREPARATOIRES	32
1.2.1	RECONNAISSANCE DES EXISTANTS	32
1.2.2	DEMARCHES PREALABLES	33
1.2.3	SECURITE-PROTECTIONS-EVACUATIONS	33
1.2.4	PANNEAU DE CHANTIER	33
1.3	DEMOLITIONS – DECONSTRUCTIONS	34
1.3.1	PROTECTIONS – MANUTENTIONS – ACCESSOIRES	34
1.3.2	DEPOSE EQUIPEMENTS TECHNIQUES	35
1.3.2.1	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	35
1.3.2.2	INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE – PLOMBERIE – SANITAIRES	35
1.3.3	DEMOLITIONS LEGERES	35
1.3.3.1	CLOISONS, DOUBLAGES ET HABILLAGES	35
1.3.3.2	RETEMENTS DE SOLS SOUPLES	35
1.3.4	NETTOYAGE – EVACUATION DES GRAVOIS – DECHETS ET MATERIAUX	35
1.4	MACONNERIE – GROS ŒUVRE	36
1.4.1	MODIFICATION D'OUVERTURE	36



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.5 OUVRAGES DIVERS.....	36
---------------------------------	-----------

1.5.1 RESERVATIONS, SCHELEMENTS, CALFEUTREMENTS,.....	36
---	----

1.5.2 APPUIS DE CHASSIS	37
-------------------------------	----

1.5.3 CAROTTAGES	37
------------------------	----



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1 GENERALITES

1.1.1 OBJET DU PRESENT LOT

Le présent descriptif concerne les travaux de DEMOLITION - TERRASSEMENT – GROS ŒUVRE à réaliser pour la Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC pour création de bureaux à DIJON

Les travaux à réaliser comprennent notamment :

- La démolition des ouvrages existants nécessaires à la réalisation du projet impliquant :
 - o Cloisons,
 - o Doublages polystyrènes collés
 - o Platelage bois
 - o Sols souples,
 - o Châssis vitrés extérieures,
 - o Huisseries bois
- Les différents ouvrages de maçonnerie, (agglomérés creux,...)
- Les installations de chantiers nécessaire pour toute la durée du chantier
- Le constat d'huissier,

Les travaux faisant l'objet du présent lot seront exécutés conformément aux Cahiers des Charges, aux avis techniques français et européens ainsi qu'aux Prescriptions et Règles de l'Art.

L'Entreprise se référera systématiquement aux plans AVB joints au présent DCE.

1.1.2 LOCALISATION DES OUVRAGES

Le projet a été établi selon les plans architecte conçus et réalisés par le groupement de maîtrise d'œuvre d'ARCHITECTURES VINCENT BILLARD.

La localisation des ouvrages résulte de l'ensemble des plans, plans généraux, coupes, façades et détails divers, définissant les emplacements, cotes et dimensions des ouvrages à prévoir dans le prix global et forfaitaire, en fonction des contraintes liées à la configuration des locaux, ainsi que par les directives et consignes particulières du Maître d'Ouvrage (MOA), du Contrôleur Technique (CTE) et du Coordonnateur SPS (SPS).

Adresse du chantier :

22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

1.1.3 RECONNAISSANCE DES LIEUX

Avant toute remise de prix, l'Entrepreneur sera tenu de se rendre sur place afin de se rendre compte de l'ampleur des travaux, des moyens d'accès, de la disposition des lieux et des sujétions d'exécution, définies par les pièces générales.

L'Entrepreneur devra également prendre tous les contacts et demander tous les renseignements nécessaires à la détermination de son offre et à l'exécution de ses travaux.

De ce fait, l'Entrepreneur ne pourra en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de son marché.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1.4 CONDITIONS PARTICULIERES RELATIVES AU PRESENT LOT

L'Entrepreneur du présent lot devra prendre connaissance des prescriptions particulières énoncées dans l'ensemble des pièces et documents du marché et en particulier :

- Le C.C.A.P.,
- Les C.C.T.P. de tous les corps d'état,
- Les plans architectes
- les plans techniques des bureaux d'études,

L'Entrepreneur est censé connaître les prestations des autres corps d'état et devra implicitement l'ensemble des travaux décrits ou non, nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages et à leur complet achèvement. En particulier le coût des sujétions d'exécution exprimées dans les prescriptions générales et ci-après ne donnant pas lieu à règlement particulier est réputé inclus dans le montant forfaitaire des travaux.

Les travaux du présent lot comprennent en particulier :

- La reconnaissance des lieux et des ouvrages,
- Les travaux d'installation du chantier spécifiques au présent lot
- Les protections et palissades complémentaires de chantier, la fermeture et la signalisation adaptée à ses zones d'interventions (sauf les clôtures prévues au lot Gros œuvre) et ceux tout au long des travaux prévus en différentes phases (nécessité de démontage et remontage des installations).
- Les travaux de démolition et de désamiantage prévus au présent descriptif et sur les plans.
- Les moyens et matériels nécessaires à la descente, au tri, au chargement, à l'enlèvement de tous les gravats compris transport et frais de décharge.
- Le nettoyage journalier et en fin du chantier.
- les dispositions particulières à l'opération,
- les travaux préparatoires et divers.

Toutes les sujétions inhérentes à la prestation de l'Entrepreneur, tel que défini au CCAP, au CCTP et au PGCSPS.

1.1.5 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre. En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions et les documents suivants :

- Aux Cahiers des charges DTU
- Aux Normes françaises
- Aux Eurocodes en vigueur.
- Aux règles techniques éditées par le CSTB
- Aux règles de calcul
- Aux règles professionnelles
- Aux cahier des clauses techniques générales
- Aux règlements de sécurité contre les risques d'incendie etc.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Tous ces documents sont réputés bien connus par l'entrepreneur et celui-ci les reconnaît comme Contractuels.

Aucun supplément financier ni délai ne sera accordé en cours de travaux pour le respect de ces textes et décrets.

Toutes les spécifications techniques propres au présent lot donnant la description des ouvrages pourront être complétés par le CCTG et le CCAG.

NOTA : Sont exclus les Techniques non courantes mises en observation par la Commission Prévention Produit.

1.1.6 SECURITE SUR LE CHANTIER

L'Entrepreneur devra se conformer aux directives formulées par le coordonnateur SPS et lui fournir tous documents nécessaires à la réalisation de sa mission.

Toutes les trémies de plancher seront protégées par l'Entrepreneur du présent corps d'état. Des protections spéciales devront être prises au cours des travaux pour assurer la protection efficace des passages.

Notamment, l'Entrepreneur aura la charge d'établir tous trottoirs, panneaux, clôtures, planchers, auvents, bâches et tous autres éléments de protection des personnes concourant à l'édification de la construction, contre la chute des matériaux et des personnes, et pour éviter tout accident durant toute la durée du chantier. Les moyens d'arrimage destinés aux interventions de courte durée en altitude (filets ou autres) devront être mis en œuvre selon la nécessité.

L'Entrepreneur ne pourra se refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection prises si elles sont jugées insatisfaisantes, et dans ce cas, il ne pourra prétendre à une indemnité supplémentaire pour une protection adaptée et efficace.

Les protections périphériques en rive de dalles, ne seront déposées qu'après l'accord du coordonnateur de sécurité.

1.1.7 DEFINITION DES OUVRAGES

Les plans et dessins complètent le présent document pour définir les prestations dues par l'entrepreneur du présent lot. Les plans et CCTP forment un tout et se complètent mutuellement pour exprimer le projet.

Les plans, dessins et le présent document serviront de base aux règlements en tenant compte de l'ordre de préséance stipulé au C.C.A.P. Les ouvrages figurants sur l'un des documents et omis dans l'autre sont dus au marché.

Les indications portées sur les plans et non mentionnées explicitement dans le CCTP sont également à prendre en compte dans le cadre du marché.

D'autre part, le présent document et les plans ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, ouvrages, détails ou dispositifs, il reste entendu que seront compris dans le prix forfaitaire non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du marché, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'art, des règlements et normes en vigueur et des règles élémentaires de l'esthétique.

L'entrepreneur, par le fait même de son acte d'engagement, s'étant rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé par les connaissances de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

En cas de contradiction ou d'interprétation différente entre deux ou plusieurs articles du présent document, ou entre deux pièces contractuelles du dossier, ce sont toujours les stipulations ayant pour résultat final une meilleure qualité d'ouvrage qui primeront sur les autres. Néanmoins, durant l'étude, et avant la remise de son offre, chaque concurrent devra signaler, par écrit, directement au Maître d'Œuvre toutes anomalies ou contradictions qui lui apparaîtraient. Le Maître d'Œuvre se réservant, après examen, le droit de rédiger un additif qu'il adressera immédiatement à tous les concurrents.

Les entreprises peuvent se procurer auprès du Maître d'Œuvre et des Bureaux d'Etudes Techniques tous



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

les renseignements nécessaires à leurs études et leurs remises de prix.

Toutes les dimensions sont données à titre indicatif et devront être vérifiées sur place avant exécution.

L'entreprise devra exécuter ses travaux en respectant les avis du Bureau de Contrôle.

1.1.8 RESPONSABILITE GENERALE

La responsabilité de l'entrepreneur à l'égard du client et des tiers n'est en rien diminuée par l'existence d'un projet de marché à procédure adaptée établi par le Maître d'Œuvre. Les dimensionnements, descriptions d'ouvrages et autres caractéristiques figurant au présent document ne sont données qu'à titre indicatif et minimal et doivent être contrôlés par l'entreprise, tant pour la réponse aux marchés à procédure adaptée que pour l'exécution. L'entrepreneur sera tenu de réparer, à ses frais, toutes les dégradations que son intervention aura causé, tant sur ses ouvrages que sur ceux des autres corps d'état, ou des tiers.

1.1.9 LIMITE DE PRESTATIONS

1.1.9.1 LES PRESTATIONS DE L'ENTREPRISE COMPRENNENT :

- L'application des mesures de sécurité réglementaires
- La visite et la reconnaissance préalable des lieux avec les relevés complémentaires.
- Les travaux d'installation de chantier spécifiques au présent lot, compris démontage et remontage selon le phasage défini.
- Le constat des existants
- L'amenée, la mise en place, le repli de tous les matériaux et matériels nécessaires
- Les épaissements avec tout le matériel nécessaire
- Les blindages et protections nécessaires
- La réparation des dégâts causés aux tiers ou par les intempéries
- La démolition des maçonneries cachées
- La signalisation du chantier.
- Les essais de contrôle des matériaux et ouvrages
- La prise en compte des contraintes relatives aux maintiens de l'activité du site, avec éventuellement les difficultés d'accès ou de stationnement.
- Prise en compte des réglementations en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.
- Organisation du chantier, coordination des différents corps d'état et sous-traitants intervenant sur le chantier.
- La prise en compte des indications figurant sur le permis de construire.
- Les échafaudages, les matériels et engins agréés nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que toutes les dispositions de protection et de sécurité du personnel appropriées.
- Prise de connaissance des rapports amiante et rapport de sondage fournis dans le dossier.
- Démarches pour l'obtention d'un référé préventif.
- Établissement, rédaction et envoi du plan de retrait MCA (matériaux contenant de l'amiante) aux organismes compétents.
- La définition dans son offre et dans son PPSPS du mode opératoire qui sera mis en œuvre, des méthodes de démolition et de désamiantage, ainsi que des méthodes envisagées pour le stockage, le tri et l'enlèvement des gravats.
- La dépose et la démolition de tous les ouvrages décrits ci-après, sur les plans et selon étude et visite de l'entreprise, compris toutes sujétions.
- La dépose des matériaux contenant de l'amiante suivant les rapports et suivant le descriptif et les plans.
- La fourniture du bordereau de suivi des déchets à l'issue de l'évacuation des déchets.
- La remise en état de tout ouvrage dégradé par les travaux du présent lot, prévu d'être conservé.
- Toutes les finitions nécessaires pour l'intervention des autres corps d'état.
- L'établissement du PPSPS du présent lot et la transmission au coordinateur SPS.
- La remise des documents nécessaires à l'établissement du DOE par le maître d'œuvre et des documents relatifs à l'entretien futur pour le DIUO.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

- Les déposes et évacuations des équipements, mobiliers...
- Les travaux de démolitions et de désamiantage.
- La dépose des ouvrages existants.
- Le nettoyage en cours et en fin de chantier, ainsi que l'évacuation des gravois, matériaux, emballages, chutes et détritux divers.

1.1.9.2 NON COMPRIS DANS LE PRESENT LOT

- Les déposes des systèmes de défense contre l'incendie, sécurité incendie, plans d'évacuation..., à la charge du maître d'ouvrage.
- Les déposes des luminaires, appareillages, radiateurs, équipements et accessoires de plomberie, sanitaires, chauffage, ventilation, électricité (courants forts et courants faibles)..., à la charge des lots techniques.
- Les déposes des gaines, câbles, goulottes, tubes PVC, canalisations, réseaux, attentes, descentes EP, ainsi que toutes les fixations, de plomberie, sanitaires, chauffage, ventilation, électricité (courants forts et faibles)...à la charge des lots techniques, sauf les éventuels conduits de ventilation amiantés découverts au cours des travaux qui seront prévus au présent lot et selon le rapport joint au présent dossier.

1.1.10 PLANS ET ETUDE D'EXECUTION

1.1.10.1 VÉRIFICATIONS DES PLANS

Toutes les cotes seront vérifiées sur place avant le commencement des travaux, ou données avec précisions sous la responsabilité de l'Entreprise concernée.

L'Entrepreneur est tenu de vérifier les cotes des plans, coupes, profils etc. et de signaler à l'Architecte-Maître d'œuvre toute erreur ou omission qu'il pourrait contester ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer.

Il serait responsable des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

1.1.10.2 HONORAIRES ETUDES BA

Le montant hors taxes des honoraires à régler pour les plans d'exécution de béton armé sont à la charge du présent lot et devront être précisés à la DPGF. Les honoraires seront réglés au bureau d'étude de son choix à l'échéance de la première situation.

Une note de calcul permettant de justifier de la solidité des existants (Murs, plancher BA) au regard des modifications structurelles nécessaire à la réalisation du projet est à inclure pour transmission au Bureau de Contrôle.

A défaut de paiement par l'entreprise, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire le prélèvement correspondant sur les situations de travaux.

Unité : F

1.1.10.3 COTES

Toutes les cotes seront vérifiées sur place avant exécution des travaux ou données avec précisions sous la responsabilité de l'entreprise concernée.

1.1.10.4 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

L'Entreprise devra fournir au Maître d'œuvre, au plus tard pour la date de réception des travaux, le Dossier des Ouvrages Exécutés complet et précis, en particulier : plans de récolement, notices d'entretien des ouvrages, PV d'essais et réception par le bureau de contrôle de tous les ouvrages exécutés.

A défaut, le Maître d'Ouvrage appliquera les pénalités prévues au CCAP.

Unité : Compris dans l'offre

1.1.11 SPECIFICATIONS GENERALES



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1.11.1 PRISE DE CONNAISSANCE DES LIEUX

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

La remise de l'acte d'engagement implique donc que l'Entreprise :

- S'est rendue sur les lieux ou doivent être réalisés les travaux,
- A pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui lui sont attachées,
- A pris connaissance de la disposition des lieux et des conditions particulières d'exécution,
- A pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage des matériaux...
- A pris connaissance des sujétions d'exécution des travaux pour respect de la réglementation,
- Connaît les disponibilités en eau, énergie électrique, etc.
- A pris tous les contacts et demander tous les renseignements nécessaires à la détermination de son offre et à l'exécution de ses travaux,

L'Entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet : aucune sujétion particulière imprévue ne sera admise pour remettre en cause le prix global et forfaitaire du marché et les prix unitaires ou prétendre à des prolongations de délais.

1.1.11.2 CONDITIONS D'ACCES ET D'INTERVENTION

Au préalable, l'entreprise devra avoir pris connaissances des contraintes liées à l'environnement du chantier et en tenir compte dans son offre.

En particulier :

- le site et ses sujétions propres (difficultés éventuelles d'accès...),
- la nature des constructions à démolir et celles à conserver,
- les contraintes relatives aux propriétés voisines et tout particulièrement en ce qui concerne les nuisances vibratoires et acoustiques,
- les modalités d'accès par la voirie existante,
- les possibilités de circulation et de stationnement,
- de la nature du sol, présence d'eau, sol meuble, etc...
- les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.

L'entreprise devra avoir pris connaissance des renseignements utiles auprès des concessionnaires suivant ses besoins (ERDF, VEOLIA) et pourra faire le cas échéant tous les relevés et sondages nécessaires.

L'entreprise devra tenir compte des conditions d'accès et d'intervention particulières définies par le CCAP et le PGC établi par le coordinateur SPS.

L'entreprise devra assurer pendant la durée des travaux, la protection de ses personnels.

À cet effet, elle aura à sa charge tous les matériels de levage et manutention, ainsi que tous les filets, garde-corps et ouvrages de protection, extincteurs, nécessaires à la sécurité suivant les réglementations en vigueur.

1.1.11.3 SUJETIONS D'EXECUTION

L'entreprise devra prévoir dans son offre toutes les incidences dues aux conditions particulières d'exécution, aux difficultés d'accès.

L'entreprise adjudicataire du présent lot est tenue de s'assurer du parfait achèvement de ses installations sachant que le présent devis descriptif n'est en rien limitatif et ne peut déroger d'aucune manière aux règles de l'art, et que l'entreprise est, de par sa qualification apte à palier toutes les erreurs ou omissions.

De ce fait, elle ne pourra prétendre à aucun règlement en plus-value, ni se dérober devant l'obligation de conformité de ses installations.

Par ailleurs, si préalablement à l'exécution et en cours de démolition, des modifications d'ordre secondaire inhérentes à tout chantier s'avèrent nécessaires, l'entreprise ne saurait, de ce fait, demander une quelconque plus-value.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Les travaux seront exécutés conformément aux dispositions du présent devis descriptif sans limitation, ni restriction.

1.1.11.4 PROTECTION PENDANT LA DUREE DES TRAVAUX

L'entreprise devra assurer pendant ses interventions, la protection des ouvrages existants prévus d'être conservés par tous les dispositifs efficaces de son choix et en assurer l'enlèvement préalablement à la poursuite des travaux par les autres corps d'état.

1.1.11.5 RESPONSABILITE POUR VOLS ET DEGRADATIONS

Il est ici formellement stipulé que l'entrepreneur demeurera entièrement responsable de ses matériels, approvisionnements et de ses ouvrages jusqu'au jour de la réception des travaux, qu'il s'agisse de vols, détournements ou dégradations.

En cas de détérioration ou de vol (ouvrages posés ou non), l'entrepreneur devra le remplacement immédiat des ouvrages, sans qu'il ne puisse en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de son marché.

1.1.11.6 COORDINATION DES TRAVAUX

L'entreprise devra prévoir toutes les sujétions et incidences liées au phasage et à la coordination des travaux en fonction du planning et des directives des maîtres d'œuvre, de l'OPC et du coordinateur SPS.

L'entrepreneur devra prendre tous les contacts nécessaires avec les entreprises des autres lots, pour la bonne exécution des ouvrages et principalement avec les titulaires des lots techniques.

Cette coordination devra s'effectuer de façon assidue, toutes les dispositions devant être prises afin de ne pas occasionner de retard au calendrier d'exécution.

1.1.12 DOCUMENTS TECHNIQUES

L'ensemble des travaux du présent lot sera réalisé de façon à satisfaire aux normes et règlements en vigueur.

Les travaux seront prévus et exécutés selon les règles de l'art et suivant les prescriptions des documents techniques :

D.T.U., normes N.F., avis techniques, textes et règlements officiels en vigueur à la date de l'exécution des travaux (liste

non limitative) :

- Code du Travail.
- Règles hygiène et sécurité.
- Règlement départemental en vigueur à la date de la remise des offres.
- Règles d'enlèvement et de tris des gravats avec droit de décharges contrôlées.
- Exigences de la Direction Régionale de l'Industrie et de l'Environnement (D.R.I.R.E.).
- Règles de l'art.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1.13 CONSTAT D'HUISSIER

Préalablement au démarrage des travaux, l'entreprise réalisera à ses frais un constat d'huissier des locaux, des bâtiments et constructions existantes :

Ce constat sera accompagné de photographies numérotées et localisées.

Unité : F

1.1.14 CONDITIONS D'EXECUTION DES OUVRAGES

Les travaux seront exécutés dans le respect des règles de l'Art.

Les matériaux et matériels employés seront conformes aux normes, DTU et avis techniques, ils seront d'origine et provenance notoirement connues et justifiées par l'entrepreneur.

Les démolitions et déposes seront réalisées aux moyens de matériels adaptés. Toutes les dispositions liées à la sécurité seront prises.

1.1.15 AMENAGEMENTS DE CHANTIER selon PGCSPS

1.1.15.1 CLOTURE DE CHANTIER

Fourniture et mise en place d'une clôture de chantier en grillage métallique rigide de type HERAS ou équivalent sur 2,00m de hauteur avec ossature appropriée fixés dans des plots béton préfabriqués amovibles, délimitant l'emprise des travaux et isolant totalement le chantier des zones en activité comprenant :

- Grillage rigides métalliques assemblées en acier galvanisé hauteur de 2,00m minimum,
- 2 portillons piétons et 2 portails camions pour passage des personnels et engins de chantier et fermeture du chantier en l'absence d'entreprises,

NOTA : Les grilles seront en parfait état (aucune déformation, aucune trace de rouille, ...) et ne présenteront pas d'inscription sans rapport avec le projet. Le Maître d'Œuvre en accord avec le Maître d'Ouvrage, se réserve le droit de faire remplacer certaines grilles ou de demander l'application d'une peinture de remise en état, dans le cas où cela serait jugé nécessaire, à exécuter par l'Entreprise sans qu'elle ne puisse prétendre à une plus-value au devis du marché.

L'Entreprise intégrera également les prestations suivantes :

- Cheminements clôturés pour matérialiser des circulations (accès, évacuation, sorties de secours)
- Panneaux d'interdiction réglementaires et dispositifs de signalisation tels que "*sortie de chantier*", "*chantier interdit au public*" et "*port du casque obligatoire*" à apposer sur chaque entrée et en périphérie tous les 50 m.
- Rotation des clôtures suivant phasage des travaux,
- Dépose en fin des travaux et remise en état des abords,

L'état des clôtures et des portails seront entretenues et vérifiées par des visites régulières. En cas de parties manquantes ou dégradées, le nécessaire devra être fait afin d'assurer la continuité de la fermeture du chantier sur simple demande du l'Architecte-Maitre d'Œuvre ou du Maître d'Ouvrage.

Unité : Ens

1.1.15.2 INSTALLATION DU CHANTIER

Dans le cadre de l'installation générale du chantier, pour toute la durée de chantier TCE, prévoir :

- Toutes les prescriptions du PGC établi par le Coordonnateur SPS.
- Les branchements de chantier (eau, électricité et téléphone) sont pris en charge par l'entreprise par des branchements spécifiques.
- L'entreprise devra tenir compte des réseaux existants au démarrage du chantier pour effectuer ses raccordements.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Branchement en eau potable

- Concernant l'eau potable (froide et chaude), prévoir le branchement, la distribution, le raccordement de tous les appareillages sanitaires de la base vie et d'un point de puisage extérieur depuis le réseau existant.

Électricité :

- Prévoir la distribution de l'électricité avec fourniture, pose, entretien du câble d'alimentation et de l'armoire de chantier comprenant un coffret principal muni d'un disjoncteur et coupure coup de poing.
- Prévoir le cheminement des câblages d'alimentation chantier depuis le domaine public jusqu'à l'armoire de générale et le comptage du chantier.
- Prévoir que l'armoire sera implantée à une distance ≤ 20 m du bâtiment à construire.
- Prévoir l'éclairage général du chantier (extérieur des bâtiments).
- L'éclairage général du chantier (intérieur des bâtiments) sera prévu par l'Electricien.
- Les câblages depuis l'armoire générale, jusqu'aux coffrets de prises répartis sur le chantier seront prévus par l'Electricien.
- L'éclairage du chantier sera conforme aux règles d'éclairage et d'éclairement fixées par le décret N°83721 du 2 août 1983 (zones et voies de circulation intérieures : 60 lux / zones de travail, postes de travail permanents : 200 lux) sera prévu par l'Electricien.
- L'alimentation des locaux de la base vie sera prévue par l'Electricien.
- Prévoir les bungalows des vestiaires, sanitaires devront être livrés avec un éclairage conforme à 120 lux selon réglementation.
- Prévoir l'éclairage du chantier conformément aux règles d'éclairage et d'éclairement fixées par le décret N°83721 du 2 août 1983 (zones et voies de circulation extérieures 10 lux / espaces extérieurs où sont effectués les travaux à caractères permanents 40 lux).
- Prévoir la vérification et le contrôle des installations électriques par un organisme agréé.
- Les frais de consommation seront pris en charge par le présent lot Gros Œuvre et répartis ensuite dans le cadre du compte prorata.
- Prévoir le branchement provisoire du réseau téléphonique et l'installation d'un téléphone fixe de secours accessible de toutes les entreprises et pendant toutes les heures de travail sur le chantier.
- Pour l'électricité et le téléphone, l'alimentation se fera sur poteaux bois en aérien avec plots de stabilisation.

Aires de déchargement, de stockage, signalisation :

- Les aires de déchargement et de stockage balisées, compris clôtures de délimitation à installer et entretenir.
- L'implantation des zones de servitudes concernant les réseaux enterrés ou aériens conservés ou à créer.
- L'installation des panneaux de signalisation de circulation sur le chantier et dans les bâtiments.
- La mise en place de bacs de décantation sous les fûts de carburants et autres produits dangereux.
- L'entreprise devra le nettoyage hebdomadaire de l'ensemble du chantier, intervenant après le nettoyage journalier de chaque entreprise.

Unité : Ens

NOTA : La maîtrise d'ouvrage mettra à disposition des locaux dans l'enceinte du bâtiment (Sanitaires H, sanitaires F, Bureau, Vestiaire, Réfectoire), l'entreprise devra la mise à disposition des équipements nécessaire, comprenant le coltinage, les raccordements, le nettoyage et la dépose de l'ensemble à la fin du chantier.

1.1.15.2.1 BUREAU DE CHANTIER

Bureau de chantier pour l'ensemble des Entreprises et la maîtrise d'œuvre, pour toute la durée de chantier TCE :

- Le bureau de chantier pour les réunions devra pouvoir accueillir 15 personnes assises au minimum ou selon indications du PGC et être équipé de tables, chaises, téléphone-fax, panneaux d'affichage, d'un téléphone de secours, 1 extincteur approprié à la nature du risque, une pharmacie avec réapprovisionnement, une fiche de premiers secours, une poubelle, armoire à étagères fermant à clef pour ranger le registre journal de la coordination, les classeurs des PPSPS / PGC et un exemplaire papier complet des pièces écrites graphiques du marché (à la charge du présent lot).

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
-	Le local devra être chauffé et éclairé.	
-	Prévoir le nettoyage hebdomadaire du local.	

1.1.15.2.2 SANITAIRES

Sanitaires de chantier pour l'ensemble des Entreprises, pour toute la durée de chantier TCE :

- Prévoir 1 lavabo (eau potable) pour 10 personnes, 1 WC + 1 urinoir pour 10 personnes, 1 douche pour 20 personnes, et le raccordement en eau froide et en eau chaude en quantité adapté à la consommation, ainsi que les évacuations EU/EV hors gel.
- La porte doit pouvoir se fermer de l'intérieur ; cette fermeture doit pouvoir être décondamnée de l'extérieur.
- Les moyens de nettoyage, séchage ou essuyage, seront du savon liquide adapté, rouleaux de tissu ou sèche-chairs électriques adaptés. Papier hygiénique à prévoir toujours approvisionner.
- Équipements sanitaires à prévoir en conséquence et en nombre suffisant dans le cadre de personnel mixte hommes et femmes.
- L'eau sera potable.
- Le local devra être chauffé et éclairé à 120 lux mini.
- Prévoir le nettoyage et la désinfection des installations, au moins une fois par jour.

1.1.15.2.3 VESTIAIRE, REfectoire

Vestiaire, réfectoire pour l'ensemble des Entreprises, pour toute la durée de chantier TCE :

- Dimensionnés selon réglementation pour un effectif global et de pointe de 15 personnes ou selon indication du PGC.

Recommandations faites par l'OPPBTP et le SNBATI :

- 1,5 m² par personne pour les réfectoires
- 0,65 m² par personne pour une table de repas
- 1,25 m² à 1,85 m² par personne pour les vestiaires
- Équipements de vestiaires à prévoir en conséquence et en nombre suffisant dans le cadre de personnel mixte hommes et femmes.
- Le vestiaire devra être équipé en nombre suffisant d'armoires individuelles ininflammables à double compartiment avec moyen de fermeture par cadenas et de bancs.
- Le réfectoire devra être équipé en nombre suffisant de tables avec revêtement imperméable, de chaises, d'un chauffe-gamelles électrique, d'un appareil de réchauffage (micro-onde) et d'un réfrigérateur pour 10 personnes.
- Ils devront comporter 2 évier avec robinets d'eau potable eau chaude/eau froide avec mélangeur.
- Les locaux devront être chauffés et éclairés (y compris éclairage naturel pour le réfectoire).
- Extincteurs adaptés à la nature des risques / homologué / vérifié.

Mise en place d'une poubelle hermétique, un balai et une pelle.

- Prévoir le nettoyage journalier des locaux.
- La prise des repas sur le chantier, hors du réfectoire est interdite.

1.1.15.3 FRAIS DIVERS

L'ensemble des frais d'amenée, d'installation, de repli et de location sera à la charge du présent lot. Ces installations devront s'adapter en permanence à l'effectif du chantier.

Les frais de nettoyage et d'entretien seront répartis dans le cadre du compte prorata. Les bungalows de chantier devront être en bon état tant intérieurement qu'extérieurement, et être munis d'une serrure à clé.

Prévoir la mise à disposition de poubelles permettant de respecter le tri sélectif. Les orifices de ventilation ne devront pas être obstrués.

Ces installations feront l'objet d'un plan d'organisation de chantier, établi par l'Entreprise et approuvé par la Maîtrise d'Œuvre, le Pilote OPC, le Coordonnateur SPS au cours de la période de préparation de chantier.

Déplacement et adaptation des installations en fonction du phasage.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1.15.4 MOYENS DE LEVAGES ET D'ACCES

Prévoir l'ensemble des matériels de levages et d'approvisionnement des matériaux, propre au présent lot (treuils, monte-matériaux, chariot élévateur, grue mobile, nacelles...).

L'entrepreneur aura à sa charge la mise en place de tous échafaudages, garde-corps nécessaires pour l'exécution des travaux y compris tous les accès à tous niveaux.

Il est spécifié également que le présent lot aura en charge la mise en place d'un moyen d'accès sécurisé pour monter à l'étage (type tour escalier) tant que l'escalier définitif ne sera pas mis en place.

1.1.15.5 FONCTIONNEMENT DU CHANTIER

1.1.15.5.1 PROTECTION DE VOIRIES EXISTANTES ET REMISE EN ETAT

Protections et entretien régulier des voiries existantes et/ou neuves, DURANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER jusqu'à la réception générale des travaux sont à la charge du présent lot. :

Prévoir la protection par tous moyens des éléments suivants ou leur mise en état :

- Les bordures
- Les enrobés neufs
- Les trottoirs
- Les cheminements piétons en stabilisé
- Les caniveaux, les réseaux
- Les candélabres
- Les espaces verts
- Ainsi que tout autre élément existant, neuf, noté au constat d'huissier.

Prévoir la mise en place de bastinges ou de plate forme en concassés en franchissement des niveaux de voiries, et/ou caniveaux pour accéder aux plate formes de chantier, et ce durant toute la durée du chantier jusqu'à la réception générale des travaux.

Les frais de remise en état des ouvrages endommagés sur les voiries existantes neuves du lotissement, sont également à la charge du présent lot.

1.1.15.5.2 MODALITE DU FONCTIONNEMENT

Gestion et organisation du chantier pour assurer un bon déroulement des travaux :

- La direction générale du chantier est à la charge du maître d'œuvre. Néanmoins, l'organisation quotidienne du chantier est due au présent corps d'état pour les travaux lui incombant. Il importe en particulier que le maître d'œuvre soit tenu au courant des problèmes de chantier et des retards occasionnés par la non-intervention d'une entreprise à la date dite.

Reste à la charge du présent lot :

- Plan d'installation de chantier fournis par l'entreprise à la charge du lot, conformément aux prescriptions du PGC et qui sera mis à jour en fonction de l'évolution du chantier. Il sera accompagné d'un planning de montage et démontage des installations. Il devra comporter des circuits adaptés aux différents véhicules et aux différentes phases de chantier (intérieur du site et extérieur)
- Établissement du PPSPS.
- La gestion et la tenue du compte prorata. Participation aux frais divers répartis selon ce compte.
- Trait de niveau dans tous les locaux.
- Plans de récolement des ouvrages et dossier des ouvrages exécutés.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1.15.5.3 GESTION DU COMPTE PRORATA / FRAIS DE PARTICIPATION DU PRESENT LOT

La présente entreprise est chargée de la gestion du compte prorata et les dépenses imputées sont notamment les suivantes :

- Les frais de tenue et de gestion du compte
- Les frais de consommables, de nettoyage, et d'entretien des installations de chantier pendant toute la durée TCE du chantier (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureau de chantier, installations électriques)
- Les consommations d'électricité et de téléphone durant la durée TCE du chantier
- Les frais de remise en état des installations et ouvrages endommagés lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- Les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mise à la disposition commune
- Les charges temporaires de voirie et de police (occupation, entretien et réparation de la voie publique)
- Les frais de mise en place, de gestion et d'évacuation aux décharges de bennes à gravats
- Les frais de nettoyage de chantier lorsque les entreprises n'ont pas procédé de manière correcte à leur propre nettoyage
- Les frais de gardiennage éventuel
- Les frais complets afférents relatifs au chauffage et déshumidification du chantier (notamment en période d'hiver pour respect des températures et conditions de mise en œuvre des ouvrages),

Le compte Prorata sera approvisionné par appel de fonds par la présente entreprise et régularisé au réel en fin de chantier. Les dépenses seront comptées au plus juste sur la base du prix de revient brut à l'exclusion de tout bénéfice.

Dans le cas de non-règlement par les entreprises, possibilité de retenues financières sur les situations de paiement. Élaboration du quitus par la présente entreprise pour solder le DGD.

Unité : F

1.1.15.5.4 ÉQUIPEMENT DE NETTOYAGE DU MATERIEL A BETON

Réalisation de l'ensemble des installations nécessaires pour le traitement des eaux provenant du nettoyage du matériel pour le béton, comprenant :

- Récupération des eaux de lavage vers une fosse de décantation et intégrant une filtration, à dimensionner.
- Installation d'un point d'eau avec robinet et jet longueur 10,00 m, regard en pied avec vanne d'arrêt/vidange pour mise hors gel. Raccord sur réseau de l'installation de chantier.
- Dispositif de drainage des eaux filtrées dans le terrain, selon capacité du terrain, à défaut prévoir la récupération dans une cuve pour évacuation hors du site à la charge de l'entreprise du présent lot.
- Possibilité de réemploi des eaux après filtration / décantation pour effectuer le lavage.
- Entretien hebdomadaire de la fosse, compris curage et évacuation vers la benne à déchets appropriée.
- Dépose en fin de chantier et remise en état du site. Évacuation des gravats en décharge contrôlée.
- Aucun nettoyage ne devra se faire hors de cet équipement.

Unité : PM (inclus dans l'offre)

1.1.15.5.5 NETTOYAGE - DECHETS

Chaque Entreprise devra le nettoyage journalier du chantier et de son poste de travail, avec enlèvement de ses déchets selon le principe du tri sélectif et dépôt dans les bennes prévues à cet effet.

Par ailleurs, l'entreprise du présent lot, devra le nettoyage journalier de l'emprise de l'installation de chantier, base vie, zone de cantonnement, stockage matériaux / matériels.

L'ensemble de la législation relative aux déchets (inertes, ménagers, industriels, spéciaux, ...) sera respecté, en particulier, les emballages devront nécessairement être triés et valorisés conformément au décret du 13 juillet 1994 sur les emballages industriels et commerciaux.

Ces 3 différents types de déchets seront triés et acheminés vers les centres de recyclage, à savoir pour :



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

- Déchets DIB : plastiques (tuyaux, fourreaux, PVC, gaines, ...), emballages (papier et cartons), plâtre, cloisons, ...
- Déchets inertes : béton, sables, briques, carrelages, ...
- Déchets dangereux / DIS : pots de peinture, isolants, bitume, colles, mastics, huiles, décapant. Mise en place spécifique et gestion de bacs de récupération réservés aux produits liquides toxiques (peintures, solvants, produits de traitement du bois, ...).

Mise en place de goulottes pour évacuation des gravats aux étages.

Ces déchets seront évacués vers les centres de recyclage ou les décharges agréées dès que nécessaire et chaque fois que le Maître d'œuvre en fera la demande.

Rappel : il est formellement interdit de brûler sur le site des déchets, des matériaux ou matériels, quelle que soit leur nature leur volume ou leur forme.

Unité : F

1.1.16 CIRCULATION DES VÉHICULES

1.1.16.1 DISPOSITIONS DE POLICE

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions nécessaires et de faire toutes les démarches préalables auprès des Administrations concernées pour ne pas perturber la circulation, en accord avec les Services de Police.

Toutes les demandes de l'Administration en la matière, ainsi que les taxes éventuelles pour occupation de voirie sont à la charge de l'Entreprise. L'entrepreneur sera responsable des contraventions de toutes natures qu'il pourrait encourir du fait de la non-observation des règlements de voirie.

1.1.16.2 MAINTIEN EN BON ÉTAT DE LA VOIRIE

Pendant toute la durée du chantier, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas salir ou détériorer les voiries publiques ou privées. Dans le cas où, pour une raison quelconque, en particulier en cas de fortes pluies, le sol en surface atteindrait la limite de liquidité, l'entrepreneur devra, avant de reprendre son travail, évacuer à ses frais la boue ainsi formée.

L'entreprise doit l'installation à la sortie du chantier d'un poste d'eau avec lance pour nettoyage des pneus des camions et engins.

1.1.17 ECOULEMENT DES EAUX DE SURFACE - MAINTIEN DE L'ASSAINISSEMENT

L'entrepreneur devra, à ses frais et sous sa responsabilité, assurer la protection de son chantier contre les eaux de toutes origines.

Il assurera, à ses frais et sous sa responsabilité, l'évacuation des eaux depuis le chantier, jusqu'aux exutoires où elles pourront être reçues.

Les obligations comprennent la construction et l'entretien des ouvrages, rigoles, drains, canalisations, puisards de captage et d'évacuation des eaux depuis le chantier jusqu'aux exutoires les plus proches, indiqués par le Maître d'Œuvre, les dépenses d'entretien de ce réseau (main d'œuvre, de curage et de surveillance, évacuation des produits de décantation, etc....) et la remise en état des lieux après exécution des travaux. En cas d'impossibilité d'écoulement gravitaire, il sera tenu d'assurer le pompage de ces eaux.

1.1.18 EPUISEMENT DES EAUX

Les épaissements font partie de l'entreprise et ne pourront faire l'objet d'aucun supplément.

L'entrepreneur devra toujours avoir présent sur le chantier le matériel suffisant pour permettre l'exécution de tous les ouvrages d'époussetage.

En aucun cas, ces effluents ne seront rejetés à l'air libre.

Après achèvement des travaux, il enlèvera le matériel et remettra les lieux dans leur état primitif.

L'époussetage des fouilles sera poussé au maximum.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Cependant, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de limiter ou d'interdire les épuisements par pompage si ceux-ci étaient de nature à entraîner des désordres aux installations voisines.

Les entrepreneurs ne pourront élever aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité en raison de la gêne ou de l'interruption de travail, de perte de matériaux ou de tous dommages qui pourraient résulter des arrivées d'eaux consécutives aux phénomènes atmosphériques ou hydrogéologiques.

1.1.19 PROTECTION DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

Les réseaux d'égout en place ne sauraient en aucun cas servir d'exutoire au lavage des véhicules et bennes de béton, ainsi qu'au rejet d'huiles de vidange, hydrocarbures et autres produits.

Les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les obturations des ouvrages d'assainissement en place soit par les coulées de boues et graviers résultant des travaux faisant l'objet de leur marché soit par des déchets de chantier.

Tout déversement accidentel, toutes obturations, devront être immédiatement signalés au Maître d'œuvre qui fera effectuer les travaux de remise en état et de nettoyage aux frais des entreprises responsables.

1.1.20 DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ

L'entrepreneur prendra toutes précautions nécessaires pour éviter les éboulements à la suite du gel ou de la pluie, ainsi que les affouillements qui en seraient la conséquence. Il sera responsable de toutes les modifications d'équilibre imputables à ses travaux et devra prendre les mesures de sécurité nécessaires sans qu'il puisse prétendre à supplément. En particulier la pente des talus est laissée à son initiative. Des banquettes ou des redents de sécurité pourront être pratiqués dans les talus des fouilles chaque fois que la maîtrise d'œuvre en donnera l'ordre.

Les garde-corps d'allèges, de trémies, de réservations ou de cage d'escalier seront réalisés par l'entrepreneur au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Un treillis soudé (à petit maille) sera laissé dans chaque trémie pour constituer une protection contre les chutes du personnel / matériaux / matériels.

Les corps d'états utilisateurs de ces trémies découperont le treillis en fonction des besoins.

Les aciers en attente verticaux ou horizontaux seront repliés ou crossés afin de ne pas constituer un danger pour une personne qui serait victime d'une chute.

Les frais correspondants à la fourniture et à la mise en place de toutes les protections sont à la charge exclusive de l'entreprise. L'entreprise est également responsable de la bonne conservation des protections pendant la durée des travaux.

1.1.21 PAROIS ET FONDS DE FOUILLE

Lorsque les fouilles sont exécutées mécaniquement, l'arasement aux cotes prévues, tant pour ce qui concerne les fonds que les parois, sera exécuté soit à la main, soit par tout autre moyen évitant l'ameublissement des terrains.

Les parois des fouilles devront être stables, un léger fruit sera éventuellement prévu et si nécessaire un étalement ou blindage. Les fonds de fouille seront dressés horizontalement sauf dans le cas où un assainissement s'avèrerait nécessaire, lequel sera facilité par une pente de 2 à 5%.

En cas de terrassement excessif, l'entrepreneur sera tenu de recharger l'excavation à ses frais, en béton maigre ou en remblai de qualité au moins équivalente à celle du terrain en place et compacté jusqu'aux cotes théoriques.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1.22 ÉTAIEMENTS ET BLINDAGES

Les étais reposeront sur des semelles de répartition ancrées de telle sorte que tout enfoncement ou glissement soit évité. Aucun flambement ne sera toléré, toutes les dispositions nécessaires devront être prises à cet effet.

L'entrepreneur sera responsable de l'étalement ou du blindage des fouilles. Sa responsabilité contractuelle demeure pleine et entière, même en l'absence d'objection de la maîtrise d'œuvre sur les conditions d'exécution des travaux.

1.1.23 DÉMOLITIONS D'OUVRAGES RENCONTRÉS DANS LES FOUILLES

Au cours du terrassement, l'entrepreneur peut être amené à démolir des ouvrages enterrés (cuve, maçonnerie, ovoïdes). Avant de procéder à leur enlèvement, il doit s'assurer de leur non-utilisation et prévenir la maîtrise d'œuvre. Les cuves devront être vidangées et dégazées.

Le montant de démolition de ces ouvrages inconnus est réputé compris dans le prix de terrassement fourni par l'entreprise.

1.1.24 SURCHARGES À PROXIMITÉ DES FOUILLES

Les surcharges (engins de manutention, stockage, matériel, etc.) sur le terrain à proximité des fouilles doivent être disposées à une distance au moins égale à celle de la profondeur de la fouille. A défaut, la stabilité de la paroi doit être vérifiée, et les mesures prises pour assurer la sécurité.

1.1.25 ÉVACUATION DES EAUX

L'entrepreneur assurera l'évacuation des eaux par détournement, pompage ou autres procédés pour éviter l'accumulation d'eau dans les fouilles

1.1.26 CHARGES D'EXPLOITATION, PROPRES, CLIMATIQUES ET SISMIQUES

Les charges propres, climatiques, sismiques (le cas échéant), et charges d'exploitation à prendre en compte seront celles définies dans les normes françaises et règles en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

1.1.27 IMPLANTATION

L'implantation générale des ouvrages est à la charge du présent corps d'état.

Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur doit le tracé des ouvrages extérieurs et intérieurs à exécuter, à ses frais. Il sera responsable de toutes les erreurs qui pourraient se commettre dans les alignements et position des divers ouvrages.

1.1.28 TRAITS DE NIVEAU

Le trait de niveau à un mètre du sol fini, qui sert à tous les corps d'état, est tracé sur les murs et enduits, par l'entrepreneur du présent corps d'état et ce dans tous les locaux et à tous les niveaux.

Si, pour une raison quelconque, ce trait de niveau vient à être effacé prématurément l'entrepreneur le reprend à nouveau à ses frais.

1.1.29 TOLÉRANCES

1.1.29.1 GÉNÉRALITÉS

Les tolérances dimensionnelles indiquées dans le tableau ci-après sont celles admises au moment des mesures de contrôles opérées entre corps d'état différents et des mises en services. En conséquence, toutes les imprécisions d'implantation, de déformation de coffrages, les variations de dimensions résultant de la température et du retrait sont cumulables. Ces valeurs cumulées doivent entrer nécessairement dans les limites définies ci-après.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1.29.2 TOLÉRANCE D'IMPLANTATION DU TRAMAGE

Les axes principaux de référence et le niveau de référence sont matérialisés par des bornes, qui doivent être protégées pour demeurer en parfait état pendant la durée du chantier. A chaque étage l'entrepreneur doit réimplanter le tramage de l'ouvrage et les cotes de niveaux. Les tolérances de positionnement sont les suivantes :

- Niveaux = distance verticale entre deux repères quelconques de niveaux : l'erreur doit rester inférieure à la plus grande des deux valeurs :
 - o 5mm
 - o 0,05 % de la distance verticale entre ces deux éléments.
- Tramage de plan = distance entre deux points d'intersection du maillage de la trame : l'erreur doit rester inférieure à la plus grande des deux valeurs :
 - o 5mm
 - o 0,05 % de la distance horizontale entre ces deux points.
- Verticalité = écart de verticalité entre deux points quelconques correspondants du maillage de la trame situés à des niveaux différents : la plus grande des deux valeurs :
 - o 5mm
 - o 0,05 % de la distance verticale entre ces deux points.

1.1.29.3 TOLÉRANCE SUR LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURE

Les éléments de structure ou incorporés à la structure (poteaux, voiles, poutres, trémies, baies, etc.) sont positionnés par rapport aux éléments réels de tramage définis au paragraphe précédent, suivant les cotes indiquées sur les plans.

Les tolérances :

- Sur l'implantation réelle d'un élément par rapport aux trames
- Sur la distance entre deux points quelconques de l'ouvrage construit et la cote théorique résultant des plans sont les suivantes :

Écart maximum en cm par rapport aux cotes prescrites :

Cote C mesurée	$C < 2,5m$	$2,5 \leq C < 5m$	$5 \leq C < 10 m$	$10 \leq C < 30 m$	Supplément pour chaque 30m en plus
Eléments de structures	1	1,5	2	2,5	1 (+)

1.1.29.4 TOLÉRANCE SUR LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURE

Au cas où l'utilisation des deux critères précédents conduirait à deux valeurs différentes, c'est la plus petite des deux valeurs qui s'imposerait.

Les chiffres indiqués ci-dessus concernent par exemple :

- Le positionnement en plan de tout point par rapport au tramage le plus proche
- La verticalité
- La section des poteaux et des poutres
- La distance entre éléments
- L'épaisseur des éléments
- Le niveau d'un plancher par rapport à des niveaux de référence
- La dimension et l'implantation de baies ou trémies...

L'entrepreneur doit impérativement informer l'Architecte lorsque les tolérances ci-dessus sont dépassées.

1.1.30 DÉFORMATIONS

Les déformations seront limitées afin de ne pas être préjudiciables au bon fonctionnement ou à l'aspect des éléments ou de la structure, et d'être compatibles avec les autres éléments liés à la structure conformément à la NF 1992-1-1.

La limite de flèche totale pour les éléments horizontaux est fixée à $L/250$ sous charges quasi-permanentes (L = distance entre nus des éléments).

Les déformations des éléments de structure supportant des éléments fragiles, dont le bon fonctionnement et/ou aspect peut être altéré par une déformation excessive, seront limitées selon un calcul de flèche nuisible sous charge quasi permanente. Ce calcul sera effectué selon la méthode conventionnelle de la FDP 18-717 - Art. 7.4.3 (7) II.

Les limites des flèches nuisibles retenues sont (L = distance entre nus des éléments) :

- $L/500$ si $L \leq 7m$
- $1,4cm + (L-7m) / 1000$ si $L > 7m$

Dans certains cas, si une limitation des déformations spécifique doit être définie en phase exécution afin d'assurer le bon fonctionnement d'appareillages ou d'usages particuliers de locaux, celle-ci sera clairement explicitée dans les hypothèses fournies par le bureau d'études chargé de l'exécution. La ou les valeurs concernées devront être validées par le bureau de contrôle et la maîtrise d'œuvre.

1.1.31 BÉTONS DE GRANULATS

1.1.31.1 BETONS

NF EN 206-1 : Béton - Partie 1 : spécification, performances, production et conformité.

NF EN 1008 Eau de gâchage pour bétons - Spécifications d'échantillonnage, d'essais et d'évaluation de l'aptitude à l'emploi, y compris les eaux des processus de l'industrie du béton, telle que l'eau de gâchage pour béton.

FD P 18-011 (NA1) Bétons - Classification des environnements agressifs.

NF P 18-201 Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Cahier des clauses techniques (DTU 21).

FD P 18-326 (NA1) Zones de gel en France.

XP P 18-420 Béton - Essai d'écaillage des surfaces de béton durci exposées au gel en présence d'une solution saline.

XP P 18-424 Bétons - Essai de gel sur béton durci - Gel dans l'eau - Dégel dans l'eau.

XP P 18-425 Bétons - Essai de gel sur béton durci - Gel dans l'air - Dégel dans l'eau.

NF P 18-454 (NA1) Béton - Réactivité d'une formule de béton vis-à-vis de l'alcali-réaction- Essai de performance.

NF P 18-502 Additions pour béton hydraulique - Fumées de silice.

NF P 18-506 Additions pour béton hydraulique - Laitier vitrifié moulu de haut-fourneau.

NF P 18-508 Additions pour béton hydraulique - Additions calcaires - Spécifications et critères de conformité.

NF P 18-509 Additions pour béton hydraulique - Additions siliceuses - Spécifications et critères de conformité.

NF P 95-102 Ouvrages d'art - Réparation et renforcement des ouvrages en béton et en maçonnerie - Béton projeté - Spécifications relatives à la technique et aux matériaux utilisés.

NF P 98-170 Chaussées en béton de ciment - Exécution et contrôle.

NF EN 13369 Règles communes pour les produits préfabriqués en béton.

NF EN 13877-1 Chaussées en béton - Partie 1 : Matériaux.

NF EN 14487-1 Béton projeté - Partie 1 : Définitions, spécifications et conformité.

NF EN 14487-2 Béton projeté - Partie 2 : Exécution



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1.31.2 GRANULATS

L'aptitude générale à l'emploi est établie pour :

Les granulats de masse volumique normale et les granulats lourds conformes à l'EN 12620

Les granulats légers conformes à l'EN 13055-1

Ils seront conformes aux exigences aux normes ou aux articles suivants :

XP P 18-540 Granulats - Définitions, conformité, spécifications.

P 18-542 Granulats - Critères de qualification des granulats naturels pour béton hydraulique vis-à-vis de l'alcali-réaction.

XP P 18-545 Granulats - Éléments de définition, conformité et codification.

XP P 18-594 Granulats - Méthodes d'essai de réactivité aux alcalins.

FD P 18-940 Granulats - Guide d'interprétation de la norme XP P 18-540.

Les granulats ne devront pas pouvoir être altérés par l'action de l'eau, des liants ou de l'air. Ils ne devront contenir aucune impureté qui pourrait nuire à leur résistance, leur imperméabilité et à toutes leurs propriétés techniques et phoniques, notamment de l'argile, des matières terreuses, marneuses ou schisteuses, de la chaux, des matériaux friables, etc.

Les gravillons et pierres concassées seront débarrassés des farines (avec une tolérance de 5 % dans le sable de concassage). Les sables et gravillons contiendront le moins possible de grains de forme plate ou allongée. La porosité des granulats sera inférieure à 10 %.

L'entrepreneur fera procéder par un laboratoire agréé à des essais de granulométrie fixant le mélange optimum, suivant la nature des ouvrages à réaliser et répondant aux exigences des normes. Les résultats des essais seront communiqués au maître d'œuvre et au bureau de contrôle éventuel pour approbation.

1.1.31.3 LIANTS

Ils seront conformes aux exigences des normes suivantes :

NF P 15-314 Liants hydrauliques - Ciment prompt naturel.

NF P 15-315 Liants hydrauliques - Ciment alumineux fondu.

FD P 15-316 Liants hydrauliques - Emploi du ciment alumineux fondu en éléments de structure.

NF P 15-317 Liants hydrauliques - Ciments pour travaux à la mer.

NF P 15-318 Liants hydrauliques - Ciments à teneur en sulfures limitée pour béton précontraint.

XP P 15-319 Liants hydrauliques - Ciments pour travaux en eaux à haute teneur en sulfates.

Les liants employés seront, sauf indication contraire figurant dans le titre DESCRIPTION DES PRESTATIONS des liants à prise lente. Ils ne devront pas être éventés et comporter la présence de grumeaux ne pouvant s'écraser sous les doigts.

Les magasins ou silos utilisés par l'entrepreneur pour la conservation des liants, devront être secs, clos et couverts. Dans chacun de ces locaux, les liants seront séparés par nature. L'entrepreneur conservera la garde et la responsabilité des liants en magasin jusqu'au moment de l'emploi. Les liants qui se trouveront avariés ou dont les enveloppes ne seront pas en bon état seront refusés.

1.1.31.4 ADJUVANTS

L'aptitude générale à l'emploi est établie pour les adjuvants conformes à l'EN-934-2.

Les accélérateurs, retardateurs, plastifiants, entraîneurs d'air, hydrofuges, etc. seront également conformes aux exigences des normes suivantes :

NF EN 934-1 (avril 2008) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Partie 1 : exigences communes (Indice de classement : P18-341-1) - Voir le document

NF EN 934-4 (août 2009) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Partie 4 : adjuvants pour coulis de câble de précontrainte - Définitions, exigences, conformité, marquage et étiquetage (Indice de classement : P18-341-4) - Voir le document



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
	<ul style="list-style-type: none">- NF EN 934-5 (décembre 2007) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Partie 5 : adjuvants pour bétons projetés - Définitions, exigences, conformité, marquage et étiquetage (Index de classement : P18-341-5) Voir le document- NF EN 934-3 (mai 2004) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Partie 3 : adjuvants pour mortier à maçonner - Définitions, exigences, conformité, marquage et étiquetage (Index de classement : P18-343) - Voir le document- NF EN 934-6 (septembre 2002) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis - Partie 6 : échantillonnage, contrôle et évaluation de la conformité + Amendement A1 (mars 2006) (Index de classement : P18-346)	

1.1.31.5 EAU DE GACHAGE

L'aptitude générale à l'emploi est établie pour l'eau de gâchage et les eaux de lavage récupérées de la production du béton, conformes à NF EN 1008.

Les eaux douteuses ou soupçonnées de contenir des matières organiques seront soumises à l'analyse du laboratoire à la charge de l'entrepreneur.

1.1.31.6 CIMENT

L'aptitude générale à l'emploi est également établie pour le ciment prompt naturel conforme à la norme NF P 15-314 et pour le ciment alumineux fondu conforme à la norme NF P 15-315.

Des ciments conformes à la norme NF EN 197-1 ont des caractéristiques complémentaires définies dans les normes NF P 15-317 et XP P 15 319. Ces caractéristiques leur confèrent une aptitude à l'emploi dans des environnements particuliers, respectivement eau de mer et eaux sulfatées.

1.1.31.7 FABRICATION ET TRANSPORT

Ils seront conformes aux exigences de la norme NF EN 206-1.

Le béton peut être fabriqué dans une centrale extérieure, qui doit être agréée par le bureau de contrôle pour les classes de béton demandées. Il peut également être installé une centrale à béton sur le chantier. La mise en œuvre des bétons s'effectuera aussitôt que possible après leur fabrication, leur transport et leur mise en œuvre ne devant en aucun cas donner lieu à ségrégation. Le transport sera obligatoirement effectué dans des camions toupies.

1.1.31.8 MISE EN OEUVRE

Après fabrication, la mise en œuvre du béton doit être faite dans un délai maximum fixé au début de chantier ; à titre indicatif, on pourra adopter un délai de 1h30mn par température < 25°C, et de 1h par temps plus chaud. Tout ajout d'eau postérieur à la fabrication est interdit.

Par temps sec, les bétons seront fréquemment arrosés, sans risque d'érosion de la surface du béton pendant leur prise et ils seront protégés du soleil s'il y a lieu.

La confection des bétons sera interrompue par temps de gel.

En cas de reprise de bétonnage, l'arase sera ravivée et nettoyée à vif de telle sorte que les graviers fassent saillie. Les liaisons avec des maçonneries de natures différentes devront s'effectuer avec les précautions nécessaires, notamment par arrosage du support.

1.1.31.9 COFFRAGES DES BÉTONS

Les coffrages seront rigides, indéformables, exempts de fentes ou de cassures. L'étanchéité des coffrages sera aussi parfaite que possible, des bandes adhésives ou des matériaux compressibles étant au besoin utilisés.

1.1.31.9.1 ARMATURES DES BÉTONS

Lors de leur mise en œuvre, les barres seront propres, sans rouille non adhérente, peinture, graisse, ciment, terre.

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à Rdc
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Le cintrage doit se faire mécaniquement à froid à l'aide de matrices, de façon à obtenir les rayons de courbure indiqués dans les conditions d'emploi propres à chaque type d'acier.

Les armatures en attente doivent être positionnées avec soin et conservées rectilignes, avec les longueurs nécessaires pour assurer le recouvrement avec les armatures posées ultérieurement. Les armatures seront parfaitement raidies, au besoin par des barres disposées en diagonale.

Qualité des aciers Classe B :

- Limite d'élasticité nominales des acier haute adhérence : $F_e > 500\text{Mpa}$
- Limite d'élasticité nominales des treillis soudés $F_e > 500\text{Mpa}$
- Limite d'élasticité nominales des aciers lisses : $F_e E 24 > 240\text{ Mpa}$, (dans le cas ou les armatures en attente nécessiteraient un pliage et un dépliage,

Les recouvrements, liaisons et assemblages par soudure sur chantier, sont interdits. Toute armature présentant une soudure réalisée sur chantier sera refusée.

L'enrobage des armatures devra être particulièrement soigné et devra respecter les prescriptions des règlements et normes en vigueur (Eurocode).

L'enrobage des armatures est obtenu par des dispositifs efficaces de calage en béton ou en matière plastique. Toute partie bétonnée laissant apparaître les armatures sera démolie, soit repiquée et reconstituée avec du béton sur ordre du maître d'œuvre.

L'enrobage respectera les données du tableau :

Type d'élément	À l'abri de la pluie sans condensation	À l'abri de la pluie avec condensation	Extérieur avec paroi verticale au contact de la pluie	Extérieur avec paroi horizontale au contact de la pluie	Parkings	Fondations	< 1 km de la cote	< 100 m de la cote
Classe d'exposition	XC1	XC3	XC4/XF1	XC4/XF3	XD3	XC2	XS1	XS3
f_{ck} informatif (MPa)	20	25	25	30	35	20	30	35
$C_{min,dur}$	15	25	30	30	45	25	35	45
Dalles	10 + 10 = 20	20 + 10 = 30	-	25 + 10 = 35	40 + 10 = 50	-	30 + 10 = 40	40 + 10 = 50
Poutres	15 + 10 = 25	25 + 10 = 35	30 + 10 = 40	30 + 10 = 40	-	-	35 + 10 = 45	45 + 10 = 55
Poteaux	15 + 10 = 25	25 + 10 = 35	30 + 10 = 40	-	-	-	35 + 10 = 45	45 + 10 = 55
Voiles	15 + 10 = 25	25 + 10 = 35	30 + 10 = 40	-	-	25 + 10 = 35	35 + 10 = 45	45 + 10 = 55
Fondations	-	-	-	-	-	25 + 10 = 35	-	-

1.1.31.9.2 PRODUITS DE DÉMOULAGE

Tous les moules et coffrages doivent recevoir, sur leur parement au contact du béton, un produit destiné à éviter toute adhérence du béton au coffrage. Ce produit ne doit pas tacher ni être incompatible avec les revêtements scellés, peints ou teintés, ni attaquer le béton. Il doit faire l'objet d'essais aux frais de l'entreprise et requérir l'avis du maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

On utilisera des huiles de décoffrage végétales, biodégradables et on veillera à ce qu'il ne dégrade pas le polystyrène.

1.1.31.9.3 DÉCOFFRAGE DES BÉTONS

Le décoffrage s'effectuera sans choc lorsque le béton aura acquis un durcissement lui permettant de supporter les contraintes auxquelles il devra être soumis après décoffrage, en fonction de la nature du ciment, de la température extérieure et des contraintes à supporter.

Les ragréages ou rebouchages ne doivent être effectués qu'après l'avis du maître d'œuvre. Ils sont faits soit avec du béton à fine granulométrie, soit avec du mortier de ciment. Prévoir la protection des surfaces de béton destinées à rester apparentes et des arêtes d'ouvrages en béton.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1.32 PAREMENTS DES BÉTONS

1.1.32.1 PRISE EN COMPTE DES REVÊTEMENTS ULTÉRIEURS

L'entrepreneur est tenu de prendre en compte des revêtements qui seront appliqués sur les ouvrages en béton. Les parements des bétons doivent être conformes aux prescriptions des normes françaises et DTU en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre, en fonction des types de revêtements prévus au projet.

1.1.32.2 PAREMENT DE QUALITÉ ORDINAIRE

Ce type de parement sera réalisé quand le parement est caché ou lorsque la paroi est destinée à recevoir un enduit de parement traditionnel épais.

Les caractéristiques seront les suivantes :

Planéité :

Planéité d'ensemble rapportée à la règle de 2 m = 15 mm

Planéité locale rapportée à un réglet de 20 cm (creux maxi sous la réglette) hors joint = 6 mm

Caractéristiques de l'épiderme et tolérances d'aspect :

Uniforme et homogène, nids de cailloux ou zones sableuses rebouchées

Surface individuelle des bulles inférieures à 3 cm², profondeur inférieure à 5 mm

Étendue maximale des nuages de bulles 25 %.

En cas de revêtements épais tels qu'enduits aux mortiers de liants hydrauliques, carreaux céramiques, pierres scellées, etc., l'entrepreneur du présent corps d'état doit prévoir systématiquement un bouchardage du parement béton encore frais dès le décoffrage, soit bouchardage mécanique, soit à l'aide d'un retardateur de prise de surface passé au préalable à l'intérieur du coffrage (lavage au jet d'eau dès le décoffrage faisant apparaître les granulats).

1.1.32.3 PAREMENT DE QUALITÉ COURANTE

Ce type de parement sera réalisé pour des ouvrages susceptibles de recevoir des finitions classiques de papiers peints ou peintures moyennant un rebouchage préalable et l'application d'un enduit garnissant.

Les caractéristiques seront les suivantes :

Planéité :

Planéité d'ensemble rapportée à la règle de 2 m = 7 mm

Planéité locale rapportée à un réglet de 20 cm (creux maxi sous la réglette) hors joint = 2 mm

Caractéristiques de l'épiderme et tolérances d'aspect :

Uniforme et homogène, nids de cailloux ou zones sableuses rebouchées

Surface individuelle des bulles inférieures à 3 cm², profondeur inférieure à 5 mm

Étendue maximale des nuages de bulles 25 %

Balèbres enlevées, arêtes et cueillies rectifiées.

1.1.32.4 1.1.32.4 PAREMENT DE QUALITÉ SOIGNÉE

Ce type de parement convient aux mêmes usages que le parement courant, mais sa meilleure finition permet de limiter les travaux ultérieurs de revêtement éventuel et n'exige qu'une moindre préparation. Il convient seul aux ouvrages destinés à être exposés extérieurement.

Les caractéristiques seront les suivantes :

Planéité :

Planéité d'ensemble rapportée à la règle de 2 m = 5 mm

Planéité locale rapportée à un réglet de 20 cm (creux maxi sous la réglette) hors joint = 2 mm

Caractéristiques de l'épiderme et tolérances d'aspect : idem parement courant, mais l'étendue des nuages de bulles est ramenée à 10 %

Pour les enduits au plâtre, peinturage, enduits plastiques, etc., prévoir le parement sans trace d'huile de décoffrage ou autre produit susceptible de nuire à l'adhérence du revêtement. Toutefois, si le cahier des charges du fabricant prescrit un autre traitement du parement, l'entreprise devra s'y conformer.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1.32.5 PAREMENT DE QUALITÉ TRES SOIGNÉE RESTANT APPARENT

Parement apparent (architectonique) du type soigné, mais en plus brut de décoffrage, ne recevant pas de ragréage, pas de désaffleurements entre banches, bulle inférieure à 0.50 cm², nuages de bulles inférieures à 5 %, aspect parfaitement uniforme en structure et en teinte. Prévoir de traiter la surface coffrante avec un agent de démoulage et addition d'un additif.

Précautions pour obtenir un parfait moulage :

Utilisation d'un béton de consistance plastique, dont les dosages de gravillons, sable, eau, ciment ou autres adjuvants sont toujours rigoureusement identiques,

Vibrage régulier, dans le cas de grande hauteur de coulage en banche, utilisation impérative de goulotte, reprises de bétonnage interdites.

1.1.33 SURFACES DES DALLES ET FORMES EN BÉTON

Les surfaces des dalles bétons doivent être conformes aux prescriptions des DTU spécifiques aux revêtements qui viennent les recouvrir :

DTU 52.1 (P61-202) : Revêtements de sol scellés

DTU 52.2 (P61-204) : Pose collée des revêtements céramiques et assimilés

DTU 52.10 (P61-203) : Mise en œuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous-carrelage scellé

DTU 53.1 (P62-202) : Revêtements de sol textiles

DTU 53.2 (P62-203) : Revêtements de sol plastiques collés

DTU 54.1 (P62-206) : Revêtements de sol coulés à base de résine de synthèse

DTU 26.2 (P 14-201) - Chapes et dalles à base de liants hydraulique

DTU 65.14 (P 52-307 1) - Exécution de planchers chauffants à eau chaude - Dalles désolidarisées isolées.

Recommandations professionnelles provisoires "Travaux de dallage", annales de l'I.T.B.T.P. (Janvier 1980)

Opuscule de la Fédération Nationale du Bâtiment : Règles professionnelles de préparation des supports courants en béton en vue de la pose de revêtements de sol minces (Janvier 1976).

1.1.33.1 SURFACE BRUTE

Ce type de surface est destiné à recevoir un revêtement épais tel que chapes, dallages, carrelages épais scellés sur lit de sable, nécessitant une réserve d'épaisseur de l'ordre de 5 cm et plus.

Les caractéristiques sont les suivantes :

- État de surface : aucune exigence particulière n'est requise pour l'état de surface

Horizontalité :

Dénivellation sous règle de 2 m = 10 mm

Dénivellation cumulée à l'intérieur d'une pièce = 15 mm

Planéité sous règle de 2 m = 10 mm

1.1.33.2 SURFACE SOIGNÉE

Ce type de surface est destiné à recevoir, en collage direct du carrelage, des revêtements de sol minces déformables sous réserve d'un lissage (à la charge de l'applicateur) avec un produit agréé en consommation limitée à 2,5 kg/m² maximum ; au-dessus de cette valeur, un ponçage sera exigé.

État de surface : surface régulière obtenue par un surfaçage à la règle ou à l'hélicoptère et obtenue par ponçage si nécessaire.

Horizontalité :

Dénivellation sous règle de 2 m = 4 mm

Dénivellation cumulée à l'intérieur d'une pièce = 6 mm

Planéité :



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Sous règle de 2 m = 4 mm
Sous règle de 20 cm = 1 mm
Hauteur des saillies = 0,5 mm

1.1.33.3 SURFACE TRÈS SOIGNÉE

Ce type de surface est destiné à recevoir une peinture de sol, un revêtement résine en traitement définitif ou un traitement anti-poussière.

Les caractéristiques sont les suivantes :

État de surface : surface régulière obtenue par ponçage si nécessaire.

Horizontalité :

Dénivellation sous règle de 2 m = 2 mm

Dénivellation cumulée à l'intérieur d'une pièce = 6 mm

Planéité :

Sous règle de 2 m = 2 mm

Sous règle de 20 cm = 0,5 mm

- Hauteur des saillies = 0,5 mm

1.1.34 ÉTUDE ET CONTRÔLE DES BÉTONS

Les laboratoires qui effectueront les épreuves et essais dus par l'entreprise au titre de son marché, aussi bien lors de l'étude préalable que pour le contrôle du béton lors de l'exécution des ouvrages, devront être agréés par le maître de l'ouvrage et le bureau de contrôle éventuel.

Tous les contrôles respecteront les prescriptions de la norme NF EN 206-1.

1.1.34.1 CONTRÔLE DES BÉTONS

La résistance sera contrôlée en cours de travaux par des essais effectués, aux soins et à la charge de l'entrepreneur, par un laboratoire agréé.

Les opérations de contrôle relatives à :

L'acceptation des matériaux

La confection des bétons

La réception des ouvrages

De plus, une épreuve de mise en charge de plancher BA et mesure des déformations est prévue, intéressant obligatoirement une poutre principale de la structure à l'endroit choisi et désigné par l'Architecte.

1.1.34.2 FRÉQUENCE DES PRÉLÈVEMENTS

La fréquence des prélèvements est fixée :

Dans le cas d'un contrôle strict :

Par tranches de 100 m³ de béton mis en œuvre pour un volume inférieur à 1 000 m³ avec 5 prélèvements minimum

Par tranches de 200 m³ de béton mis en œuvre pour un volume compris entre 1 000 m³ et 5 000 m³ avec 10 prélèvements minimum

Dans le cas d'un contrôle atténué, un prélèvement est effectué pour 300 m³, avec un minimum d'un prélèvement.

1.1.34.2.1 MODALITÉS PRATIQUES

Pour chaque essai, il sera prélevé :

3 cubes de béton de 20-20-20 cm

3 prismes de béton de 7,1-7,1-35,5 cm

Ces moules seront confectionnés dans des moules métalliques rigides dont les parois auront été parfaitement dressées.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Ils seront remplis sans pilonnage et vibrés dans les mêmes conditions et autant que possible d'une façon aussi puissante que celle prévue par l'entrepreneur sur le chantier.

1.1.34.3 ÉSSAIS D'ÉLÉMENTS COUPE-FEU

Des essais de parties représentatives de poteaux, voiles ou planchers destinés à justifier du degré coupe-feu ou de stabilité au feu des ouvrages en béton armé pourront être demandés par le contrôleur technique, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Ils seront à la charge de l'entrepreneur.

1.1.35 MORTIERS

1.1.35.1 SABLES POUR MORTIERS

Les caractéristiques géométriques, physiques et chimiques des sables utilisés pour la confection des mortiers devront être conformes à la norme suivante :

- NF EN 13139 : Granulats pour mortiers

Les sables employés pour la confection des mortiers ne contiendront pas de matières gypseuses, d'oxydes de pyrites, de vases, de matières organiques. Les grains seront durs et dépourvus d'éléments plats ou effilés. Les sables serrés dans la main devront s'écouler entre les doigts, sans s'attacher à la peau, sans tacher et sans former boule. Ils devront être crissant.

1.1.35.2 EAU

L'aptitude générale à l'emploi est établie pour l'eau de gâchage et les eaux de lavage récupérées de la production du béton, conformes à NF EN 1008.

Les eaux douteuses ou soupçonnées de contenir des matières organiques seront soumises à l'analyse du laboratoire à la charge de l'entrepreneur.

Les mortiers pour maçonnerie auront une consistance plastique. Les mortiers pour enduit seront mous, mais sans excès.

1.1.35.3 TABLEAU DES MORTIERS

Sauf avis contraire d'un laboratoire, la composition des mortiers sera la suivante :

Destination des mortiers	Poids de ciment pour 1.000 litres de sable sec
M1. GROS ŒUVRE –DIVERS	350kg de CEM II 32,5
M2. CHAPE DE DRESSEMENT	350kg de CEM II 42,5
M3. ENDUITS AU CIMENT	400kg de CPA 35 ou liants spéciaux
M4. ENDUITS BATARDS	200kg de CEM II 32,5+200 kg de XEH
M5. CHAPES ORDINAIRES	450kg de CEM II 32,5 ou CEM II 42,5
M6. JOINTOIEMENTS	500kg de CEM II 32,5 ou CEM II 42,5
M7. CHAPES ET ARASES ÉTANCHES	600kg de CEM II 42,5
M8. SCELLEMENTS	700kg de CEM II 42,5

1.1.36 MAÇONNERIE D'ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS

1.1.36.1 MISE EN OEUVRE DES BLOCS DE BÉTON

Les maçonneries de ces éléments seront montées à joints croisés. Tous les linteaux, au droit des baies dans les murs en maçonnerie, devront être prévus.

Le raidissement des murs et des cloisons devra être assuré par des chaînages en béton armé et, si nécessaire, par potelets en béton armé, remplissant les harpes laissées en attente au montage de la maçonnerie. Une parfaite liaison entre les ouvrages en béton et ceux en maçonnerie sera exigée. Il faudra donc prévoir des fers en attente, pattes à scellement, repiquage des parements trop lisses, etc. par tous moyens appropriés à proposer par l'entrepreneur.

Avant emploi, les briques seront humidifiées à refus et non par simple trempage.

MAITRE D'OUVRAGE : Caisse Nationale des Allocations Familiales 32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14		
Chantier AFF : AVB- 2023-17 Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC pour création de bureaux 22, Rue Nodot - 21 000 DIJON		

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Suivant le DTU 20.1 P1-1 Travaux de bâtiment - ouvrage de maçonnerie de petits éléments - Parois et murs - Partie 1 et 2.

- Maçonneries de briques de terre cuite, blocs de béton destinés à rester apparents :
 - Planéité d'ensemble rapportée au cordeau de 10 cm : 2 cm
 - Alignement des lignes de joints horizontaux (sur 10 m) : 1 cm

Maçonneries de briques de terre cuite, de blocs en béton à enduire

Type d'exécution	Planéité d'ensemble rapportée à la règle de 2 m (en cm)	Désaffleurement et planéité locale rapportée au réglet de 0,20 m (en cm)	Aspect
Courante	1,5	1	Joints arasés : Epaufrures ou manque de matière ne pouvant être repris par les travaux normaux d'enduits traditionnels, réparés. Après réparation, les défauts localisés résiduels, pouvant être repris par les travaux normaux d'enduits traditionnels, n'intéressent pas au plus de 10% des blocs
Soignée	1	0,7	Même règles mais le % de blocs affectés de défauts localisés résiduels est ramené à 5.

1.1.36.2 PROTECTION CONTRE LA REMONTÉE DES EAUX

L'isolation des murs contre la remontée capillaire sera assurée. Cette coupure sera exécutée en pied de mur au rez-de-chaussée.

1.1.37 ESSAIS

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entrepreneur devra effectuer à ces frais, un mois au minimum avant la réception des travaux, des essais de vérification de fonctionnement, avec rédaction des attestations d'essai associées, dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des attestations par l'entreprise elle-même, suivant les modèles d'attestations d'essai de fonctionnement réalisés par l'Agence Qualité Construction (AQC), disponibles en téléchargement (<http://www.qualiteconstruction.com/categoriefiche/822>), en les complétant fonction de son activité. Par ailleurs, l'entreprise peut réaliser elle-même son modèle d'attestation en indiquant les points de contrôle ou d'essais effectués.

Ces attestations seront envoyées pour examen au contrôleur Technique et au Maître de l'Ouvrage, avant les opérations de réception.

1.1.38 PROTOTYPES - ÉCHANTILLONS

Préalablement à l'exécution, les échantillons et des prototypes des ouvrages figurant au présent lot, seront soumis au choix de l'architecte, teinte et nuance dans la limite des gammes du fabricant. Ils permettront une vérification de la concordance des teintes entre les différents matériaux.

Ces échantillons et prototypes seront impératifs pour :

Préalablement à l'exécution, les échantillons et des prototypes des ouvrages figurant au présent lot, seront soumis au choix de l'architecte, teinte et nuance dans la limite des gammes du fabricant. Ils permettront une vérification de la concordance des teintes entre les différents matériaux.

Dimensions des prototypes de surface = 1m².



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Ils seront fournis en temps voulus, pour laisser, à l'architecte un temps de décision à déterminer en phase chantier, avec un minimum de trois semaines, entre la date de remise de ceux-ci et l'ordre de commander les travaux. Validation en amont des teintes de béton

1.1.39 COORDINATION DES TRAVAUX

Les travaux devront être conduit en parfaite coordination avec les autres corps d'état (listes non limitatives) et en particulier :

- Lot 02 MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE : notamment pour maintenir hors d'eau du bâtiment et pour la réalisation des appuis correspondant à la menuiserie à mettre en œuvre.

et des lots techniques.

NOTA : L'ordre d'exécution sera défini par le BE structure en Accord avec l'OPC et l'Architecte-Maitre d'œuvre, il devra être impérativement respecté.

1.1.40 PRESTATIONS GÉNÉRALES

A la charge de l'entreprise du lot

Qu'ils figurent explicitement ou non dans le chapitre DESCRIPTION DES PRESTATIONS, les travaux suivants sont dus par l'entreprise :

- L'application des mesures de sécurité réglementaires
- L'examen préalable des lieux
- Le constat des existants
- L'implantation des ouvrages
- L'installation de chantier
- L'amenée, la mise en place, le repli de tous les matériaux et matériels nécessaires
- Les travaux de terrassement de toute nature, fouilles, remblais, compris toutes manutentions rampes d'accès, chemins provisoires, etc.
- Le rabattement éventuel de nappe pendant la durée du chantier
- Les épaissements avec tout le matériel nécessaire
- La protection des talus
- Les blindages et protections nécessaires
- La réparation des dégâts causés aux tiers ou par les intempéries
- La démolition des maçonneries cachées
- Le maintien en état des fouilles après réception
- Le détournement de canalisations inconnues, la remise en état de systèmes de drainages existants.
- Le nettoyage des chaussées souillées par ses engins, avec, éventuellement poste de nettoyage des camions
- Les essais de contrôle des matériaux et ouvrages
- La prise en compte des contraintes relatives aux propriétés voisines, avec éventuellement les difficultés d'accès ou de stationnement.
- Prise en compte des réglementations en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.
- Organisation du chantier, coordination des différents corps d'état et sous-traitants intervenant sur le chantier.
- La prise en compte des indications figurant sur le permis de construire.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1.41 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

1.1.41.1 INSTALLATIONS SPECIFIQUES DU PRESENT LOT

L'entreprise aura à sa charge toutes les installations de chantier spécifiques, à l'exécution des travaux du présent lot (notamment pour le désamiantage).

En cours de travaux selon le phasage prévu, l'entreprise devra prévoir le démontage, l'adaptation et le remontage de ses installations particulières. En fin de travaux, l'entreprise devra prévoir le démontage et la démolition de ses installations particulières, compris évacuation et remise en état du terrain.

1.1.41.2 EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art de bâtir, conformément aux règlements et décrets en vigueur, notamment aux documents techniques unifiés, aux normes françaises, etc.

Indépendamment de leur conformité avec les prescriptions de normes et documents techniques susvisés, les matériaux, matériels et appareils qui seront employés ou fournis pour la réalisation des travaux seront toujours neufs et de la meilleure qualité, dans l'espèce indiquée.

Les entrepreneurs procéderont dans les plus brefs délais à l'étude approfondie du projet remis par les maîtres d'œuvre afin de leur signaler toutes les observations utiles, pour la remise au point définitive de ce projet.

L'entreprise devra tenir compte de toutes les spécifications particulières d'exécution demandées par les maîtres d'œuvre et le bureau de contrôle.

Tous les travaux seront toujours réputés compris toutes sujétions, tels qu'échafaudages, moyens de levage ou de protection, accessoires de pose, mains d'œuvre, étanchéité, finitions, garantie, nettoyages et enlèvement des gravois et déchets aux décharges publiques, etc.

1.1.41.3 OUVRAGES EXISTANTS

Conservation d'ouvrages superficiels

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux ouvrages existants de toutes natures (maçonneries, réseaux, végétaux, etc.) rencontrés pendant l'exécution des travaux.

L'entrepreneur supportera la responsabilité entière des dégâts qu'il pourrait occasionner pendant la durée des travaux et le délai de garantie, il supportera en cas de détérioration les frais de remise en état.

L'entrepreneur ne sera pas admis à présenter de réclamation de quelque nature que ce soit, du fait du tracé ou de l'implantation des ouvrages existants qui l'oblige à prendre des mesures de protection sur quelque longueur ou profondeur qu'elles puissent s'étendre.

Conservation d'ouvrages souterrains

Les ouvrages existants dans le sol et rencontrés dans les fouilles seront laissés dans leur état primitif et aucune modification ne pourra être apportée sans l'accord écrit de l'administration ou des concessionnaires intéressés.

Si au cours des travaux, des dommages sont causés à des ouvrages rencontrés, toutes les mesures conservatoires qui s'avéreront nécessaires devront être prises, le propriétaire de l'ouvrage endommagé sera prévenu immédiatement.

Si lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur est contraint à sectionner des rigoles d'écoulement, il devra prendre toutes les précautions nécessaires quant à la protection, conservation ou remise en état à l'identique. Il se référera immédiatement au maître d'œuvre et prendra toutes les dispositions utiles pour la poursuite des travaux.

1.1.41.4 EMISSION DANS L'AIR INTERIEUR

Depuis le 1er janvier 2012, les nouveaux produits de construction et de décoration mis à disposition sur le marché doivent être munis d'une étiquette qui indique le niveau d'émission du produit en polluants volatils, par une classe allant d'A+ (très faibles émissions) à C (fortes émissions).

Cette obligation s'applique depuis le 1er septembre 2013 pour les produits déjà sur le marché.

Dans le cadre de la présente opération l'ensemble des matériaux employés devront être classés A+ ou à défaut s'ils n'existent pas en A+, ils seront à minima classés A.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.1.42 PROPOSITION DE PRIX

Les bordereaux de prix des entreprises devront être impérativement présentés selon le modèle des DPGF fournis au marché à procédure adaptée

Les prix devront correspondre obligatoirement aux matériaux et à la façon de mise en œuvre décrits dans le présent cahier.

Les entrepreneurs présenteront une proposition de prix sous forme de bordereaux forfaitaires ; ils devront porter chaque prix unitaire et calculer leur prix d'après leur quantité.

Ces prix unitaires seront hors TVA ; l'incidence TVA sera nettement ressortie, les sommes TTC devront correspondre aux prix HT + TVA.

Ces prix s'entendent pour des travaux exécutés parfaitement et pour lesquels seront employés selon les règles de l'art, des matériaux et fournitures de la meilleure qualité dans l'espèce indiquée.

Les entreprises ne pourront se targuer d'aucune omission dans le cadre du bordereau ; les articles qui auraient été omis devront être rajoutés par elles, les entrepreneurs devront les travaux parfaitement terminés : conformément aux plans et CCTP qui leur auront été remis.

Si des modifications sont demandées par le Maître de l'Ouvrage ou par l'Architecte après le dépôt des offres, les variations des quantités (calculées par comparaison entre les plans modifiés et les plans initiaux) seront appliquées sur les situations.

Pour tous les travaux supplémentaires, non écrits dans ce cahier, les entrepreneurs devront présenter une proposition de prix, sous forme d'avenant à leur marché, qui devra obtenir l'accord du Maître de l'Ouvrage et de l'Architecte, avant toute exécution de ces travaux.

D'autre part, dans le cas de pénurie de tels matériaux décrits, les entrepreneurs pourront faire toutes les propositions qu'ils jugeront utiles en annexe à leur proposition de prix.

Les prix des bordereaux comprennent notamment :

- Le déboursé de fournitures, main d'œuvre, outillage, matériel,
- Le transport des matériaux et fournitures sur le chantier, ainsi que le déchargement, la répartition avec montage et descente pour la mise en œuvre,
- Les échafaudages nécessaires à l'exécution des travaux et établis conformément aux lois et règlements de sécurité en vigueur
- Le nettoyage du chantier
- La protection des ouvrages, leur entretien jusqu'à la réception
- Toutes les assurances utiles au regard des ouvrages, de la main d'œuvre et dommages causés au tiers,
- Les frais généraux, charges, impôts et taxes de toutes natures
- Les frais de séjour, de déplacement, d'hébergement des ouvriers
- Le bénéfice
- L'incidence sur les prix pouvant être provoquée par l'application du Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Toutes sujétions nécessaires au complet et entier achèvement des ouvrages.

1.2 TRAVAUX PREPARATOIRES

1.2.1 RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

Avant remise des offres, l'Entrepreneur du présent lot est contractuellement réputé avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants avec prise de Rdv avec le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

L'offre de l'Entreprise est donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

L'entrepreneur, suite à cette visite, est donc réputé avoir pris connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

1.2.2 DEMARCHES PREALABLES

Avant exécution, l'entreprise effectuera l'ensemble des démarches administratives nécessaires à ses travaux telles que (liste non exhaustive) :

- Plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante (voir art 3.1)
- Établissement du PPSPS et remise avant intervention au coordonnateur SPS.

Avant intervention, l'entreprise prendra également toutes les dispositions matérielles utiles à ses travaux telles que (liste non exhaustive) :

- Vérification de la neutralisation des réseaux privés (eau, électricité, gaz, air comprimé etc...)
- Vérification de l'enlèvement des éventuels produits dangereux,
- Mise en place des protections collectives et individuelles,
- Mise en place d'une goulotte à gravats reliée à une benne à gravats,
- Pose des panneaux de signalisation de chantier,
- Amenée et repli des matériels, compris démontage et remontage selon le phasage défini,
- Clôtures provisoires complémentaires,

1.2.3 SECURITE-PROTECTIONS-EVACUATIONS

L'entreprise devra assurer pendant la durée des travaux et selon le phasage des travaux de la sécurité de ses personnels ainsi que de celles des usagers de l'établissement.

À cet effet, elle aura à sa charge tous les filets, garde-corps et ouvrages de protection, nécessaires à la sécurité suivant les réglementations en vigueur. De plus, l'entreprise devra tous les moyens de levage et de manutention nécessaires à l'approvisionnement de ses matériels ou évacuation des matériaux ainsi que les échafaudages et échelles d'accès pour les travaux de démolition et de désamiantage.

L'Entrepreneur aura à sa charge, la mise en place de tous les étaitements, étré sillonnements et blocages provisoires des structures, pendant ses interventions afin de protéger les ouvrages de structure conservés.

Par ailleurs, l'entreprise devra la mise en place d'une goulotte à gravats reliée à une benne à gravats dont l'emplacement sera défini au plan d'installation de chantier en accord avec le Maître d'Ouvrage.

Les gravats et déchets issus des démolitions seront évacués au quotidien afin d'assurer une propreté constatée du chantier et des environs.

L'Entreprise devra assurer pendant toutes la durée de ses interventions, la protection des ouvrages existants prévus d'être conservés notamment les sols par tous les dispositifs efficaces de son choix tels que polyanes, cartons ou panneaux bois et en assurer l'enlèvement préalablement à la poursuite des travaux par les autres corps d'état.

L'entreprise devra la signalisation à l'aide d'un panneau visible et conforme à la réglementation indiquant le danger amiante et interdisant l'accès.

1.2.4 PANNEAU DE CHANTIER

Mise en place du panneau de chantier, reprenant les informations sur le projet et relatif à l'affichage du permis de construire, comprenant :



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
	<ul style="list-style-type: none">– Panneau imprimé et résistant pour toute la durée du chantier, de dim. minimale 1,50 x 2,50 m, à sceller au sol, composé de montants verticaux portant le panneau et avec massifs béton assurant sa stabilité en pied.– Toutes les indications réglementaires, ainsi que :<ul style="list-style-type: none">o Le nom et le logo du Maître d'ouvrageo Le nom et le logo du mandataire du groupement de maîtrise d'œuvreo Les noms des cotraitants du groupement de maîtrise d'œuvreo La nature et le montant HT des travaux ainsi que la durée de l'opérationo Une image ou une perspective du projet en couleur.o Le nom et le logo du contrôleur techniqueo Le nom et le logo du contrôleur SPSo Le nom de toutes les entrepriseso Les mentions réglementaires pour le permis de construire et l'affichage, en application des dispositions du décret n°79.492 du 13 juin 1979– Le modèle de panneau de chantier sera donné par l'Architecte.– Toute contravention encourue du fait de la non-existence de ce panneau sera payée au frais de l'entreprise titulaire du présent corps d'état– A la fin du chantier, l'entreprise démontera et évacuera le panneau, en reconstituant le revêtement sur l'emprise du panneau.	

Unité : Ens

Localisation : Selon plans AVB, à implanter à l'entrée du chantier

1.3 DEMOLITIONS – DECONSTRUCTIONS

1.3.1 PROTECTIONS – MANUTENTIONS – ACCESSOIRES

L'entreprise devra assurer pendant la durée des travaux et selon phasage, la protection de ses personnels.

À cet effet, elle aura à sa charge tous les filets, garde-corps et ouvrages de protection, nécessaires à la sécurité suivant les réglementations en vigueur.

De plus, l'entreprise devra tous les moyens de levage et de manutention nécessaires à l'approvisionnement de ses matériels ou évacuation des matériaux, ainsi que les échafaudages et échelles d'accès pour les travaux de déconstruction.

L'entrepreneur aura à sa charge, la mise en place de tous les étaitements, étré sillonnements et blocages provisoires des structures, pendant ses interventions afin de protéger les ouvrages de structure conservés.

Par ailleurs, l'entreprise devra la mise en place d'une goulotte à gravats reliée à une benne à gravats. La goulotte sera constituée d'élément en polypropylène relié les uns et autres, avec trémie de chargement dit "entonnoir", ralentisseur pour freiner la chute des matériaux et supports adaptés pour la fixation de la goulotte (support de fenêtre, support d'échafaudage et support de dalle).

Avant les travaux de démolition et de dépose, l'entreprise devra la fourniture et pose de protections diverses afin de protéger les ouvrages conservés non prévus d'être démolis. Les protections devront être adaptées au type d'ouvrage à conserver et sur l'emprise des locaux et ouvrages (exemple : panneaux bois posés bout à bout, pour un revêtement de sol conservé).



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

1.3.2 DEPOSE EQUIPEMENTS TECHNIQUES

1.3.2.1 INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Pour mémoire, la mise hors tension du circuit électrique, la dépose de l'ensemble des éclairages et câblages existants est à la charge de l'entreprise titulaire du lot 04 ELECTRICITE – Cfo- Cfa

Unité : PM

1.3.2.2 INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE – PLOMBERIE – SANITAIRES

Pour mémoire, la dépose de l'ensemble des équipements de chauffage comprenant (radiateurs, tuyau ECS/EFS, ...) est à la charge de l'entreprise titulaire du lot 05 CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION - PLOMBERIE – SANITAIRES.

Unité : PM

1.3.3 DEMOLITIONS LEGERES

L'entreprise effectue la démolition et la dépose de tous les ouvrages décrits ci-après (liste non limitative), suivant les plans et complément si nécessaire après la vérification lors de la visite des lieux.

Sujétions particulières : Avant tout travaux de démolition et de dépose avec soins dans ces locaux, l'entreprise effectuera une mise au point avec l'Architecte-maitre d'œuvre.

1.3.3.1 CLOISONS, DOUBLAGES ET HABILLAGES

Démolition sans but de récupération de l'ensemble des ouvrages précisés au plan comprenant :

- Cloisons de toutes natures et toute hauteur,
- Doublages de toutes natures et toute hauteur,
- Habillages divers et calfeutrements,
- Isolants de toutes natures,
- Habillages périphériques de porte et de passages (suivant emplacements),
- Toutes sujétions d'exécutions et de finitions,

Unité : m²

NOTA : l'entreprise devra vérifier l'état général du doublages, et identifier les éventuels problématiques avant la réalisation de la dépose notamment concernant les problématiques de moisissures entre le doublage en polystyrène existant et le mur en pierre de façade, dans la positive l'entreprise devra la dépose de l'intégralité du doublage pour permettre à l'entreprise de plâtrerie de traiter les infiltrations par l'intérieur et réaliser un nouveau doublage thermique.

Localisation : Selon plans AVB, Ensemble du projet, Doublages murales extérieurs, cloisons de séparations intérieures,

1.3.3.2 REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES

Dépose et arrachage complet des revêtements de sols (linoleum, parquets, etc. ...), et de toutes natures, jusqu'aux éléments structurel.

Les sols seront ainsi propres et dégagés de toutes traces, sans aucun résidu et surépaisseur.

Unité : m²

Localisation : Selon plans AVB, Emprise du projet

1.3.4 NETTOYAGE – EVACUATION DES GRAVOIS – DECHETS ET MATERIAUX

Pendant toute la durée du chantier et à l'avancement des travaux quotidiens, l'entreprise aura à sa charge le tri suivant classement I, II, III et le chargement de ses gravois, déchets, matériaux, papiers et emballages compris évacuation en déchetterie adaptée et centre de revalorisation.

Tous les matériaux non utilisés seront évacués par la présente entreprise.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Par ailleurs, chaque semaine l'entreprise devra effectuer un nettoyage de ses postes de travail, afin que le chantier reste propre en permanence. En cas de non-respect du nettoyage, évacuation des gravois, déchets et matériaux, une pénalité prévue au CCAP sera appliquée.

Unité : Ens

1.4 MACONNERIE – GROS ŒUVRE

1.4.1 MODIFICATION D'OUVERTURE

Modification d'une ouverture dans un mur de refend en pierre existant ép. 52cm, réalisé comme suit :

- Échafaudage de pied extérieur,
- Échafaudage roulant intérieur,
- Étalement et Mise en sécurité,
- Cotes tableaux brutes existante = 1 800 x 760 mm ht, (Allège 2 900 mm)
- Cotes tableaux brutes fini = 1 800 x 2 580 mm ht, (Allège 1 080 mm)
- Reprise des jambages en pierre,
- Piochage et enlèvement pour Liaison/scellement dans l'existant, compris chargement, transport et évacuation des gravois en décharge appropriée,
- Coffrage et incorporation d'armatures pour création jambage et dimensionnement selon BE structure.
- Refouillement dans l'existant compris scellement des aciers au mortier anti-retrait,
- Dressage soigné des tableaux par ragréage ciment compris toutes sujétions de finition et d'exécution.

Unité : U

Sujétions particulières : L'entreprise devra la réalisation d'une découpe droite extérieure à la scie à eau pour chaque jambage, et d'une découpe biaise intérieure sur chaque jambage permettant de suivre les embrasures existantes.

Localisation : Selon plans AVB, RdC Façades Ouest (Tri des déchets 1U, Bureau 3 1 U, Bureau 2 1U, Bureau 1 3U, Bulle de confidentialité 1U)

1.5 OUVRAGES DIVERS

1.5.1 RESERVATIONS, SCHELLEMENTS, CALFEUTREMENTS,

Réalisation de réservations pour passage des canalisations et réseaux divers, ainsi que les scellements, calfeutremments, dans la hauteur des soubassements, et des infrastructures, comprenant :

- Réquisition préalable auprès des autres corps d'état de toutes indications nécessaires au passage des gaines et conduits.
- Réservations dans les murs et ouvrages pour les passages de gaines, conduits et réseaux dues aux différents corps d'état. Les boîtes de réservation type polypropylène ou les coffrages bois seront privilégiés, le polystyrène sera à éviter au maximum.
- Armatures de renforts pour linteaux, chevêtres au droit gaines et conduits de forte section.
- Mise en place des fourreaux et supports divers dans l'épaisseur en traversée de la paroi/ouvrage d'infrastructure, ces derniers étant fournis par les corps d'état concernés.
- Tous les scellements, incorporations, feuillures et les calfeutremments demandés par les autres corps d'état, dans les ouvrages de gros œuvre.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

- Tous les bouchements et les rebouchages des réservations après mise en place de l'ouvrage traversant par le corps d'état concerné, emploi des matériaux adaptés (béton, mortier, joint souples CF, ...), armatures de renforts et de confortement, ainsi que coffrages soignés.

Unité : Ens

Localisation : Selon plans AVB, Pour tous les réseaux et ouvrages divers du présent lot et des autres corps suivant demandes secondaires

1.5.2 APPUIS DE CHASSIS

Réalisation d'appuis de châssis affleuré au nu extérieur, parfaitement adapté au type de menuiserie et d'isolations (intérieure et extérieure) prévue comprenant :

- Etude conjointe avec le titulaire du lot 02 MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE ayant à leurs charge la fourniture des fenêtres ou châssis.
- Béton gris conforme à la norme NF EN 206-1 de classe d'exploitation XF3, classe de résistance à la compression C30/37 et avec adjonction d'un hydrofuge de masse.
- Agrégats de granulométrie appropriée,
- Appui et rejingots appropriée au type de menuiserie prévue.
- Définition et nettoyage parfait de la surface de l'appui.
- Chape ciment lissé au coulage.

NOTA : les menuiseries extérieures seront posées sur bande étanche après l'exécution des rejingots

Unité : ml

Localisation : Selon plans AVB, au droit de chaque châssis du bâtiment

1.5.3 CAROTTAGES

Réalisation des carottages dans les murs et planchers existants, pour passage de réseaux et d'équipements techniques, comprenant :

- Protection des ouvrages avoisinants.
- Percement et découpe soignée circulaire, au moyen d'une carotteuse à l'eau sur châssis fixés au sol,
- Réservoir d'eau sous pression et bac récupérateur des boues, avec aspirateur adaptés, pour évacuation.
- Aucune détérioration et salissure des ouvrages existants.
- Alimentation en électricité et en eau, compris rallonge pour branchement sur les alimentations existantes.
- Démolition, descente et chargement des gravats.
- Nettoyage de la zone d'intervention.

Dimensions (Selon emplacement) : Ø125 (Siphon de sol) Local ménage

Ø200 (Sortie VMC) Tri des déchets

Unité : U

Localisation : Selon plans AVB, Percements Siphon de sol, Percements murales sorties VMC,